PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PUBLIQUE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{ER} MARS 2021

Ma chère Collègue, Mon cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil Municipal se réunira en séance publique :

Salle François MAURIAC, rue du Professeur Arnozan
Le LUNDI 1^{ER} MARS 2021 à 17 H

Bien entendu, l'ensemble des préconisations émises par le Conseil Scientifique quant au bon déroulé de cette séance seront mises en œuvre (mise à disposition de masques, de gel hydro alcoolique, règles de distance, etc.). Je vous remercie de bien vouloir penser à vous munir de votre propre stylo.

Par ailleurs, je vous informe que cette séance ne sera pas ouverte au public mais sera diffusée en direct sur la page Facebook de Talence afin d'en assurer la publicité.

Je compte donc sur votre présence à cette occasion et vous en remercie par avance.

Veillez croire, Ma chère Collègue, Mon cher Collègue, à l'assurance de ma parfaite considération.

Emmanuel SALLABERRY

ORDRE DU JOUR

RAPPORTEUR M. LE MAIRE

- 1- Décisions municipales – Information du Conseil
- 2- Réhabilitation sur le groupe scolaire Paul Lapie – Marché de maîtrise d'œuvre – Avenant n° 2 fixant définitivement le coût de la réalisation des travaux
- 3 - Avis du Conseil Municipal – Projet de pacte de gouvernance

RAPPORTEUR M. JESTIN, adjoint délégué aux Propriétés Communales

- 4 - Signature d'une convention de servitude de passage de réseaux électriques au profit d'ENEDIS

RAPPORTEUR Mme THOMAS-PITOT, adjointe déléguée aux Ressources Humaines et à la Qualité de vie au travail

- 5 - Rémunération poste d'Assistant bibliothécaire section jeunesse à la Médiathèque
- 6 - Renouvellement d'un poste de cuisinier à temps non complet
- 7 - Création d'un poste de Chargé de Mission cellule coordination de projets

RAPPORTEUR M. COLDEFY, adjoint délégué à l'Économie, à l'Innovation et au Développement économique intercommunal

- 8 - ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique) – Partenariat avec la Ville de Talence – Convention pour l'année 2021

QUESTIONS ORALES

oOoOoOoOoOo

Le Conseil Municipal, convoqué le 23 février 2021, s'est réuni Salle François Mauriac, salle des Délibérations, le 1^{er} mars 2021 à 17h, sous la présidence de M. Emmanuel SALLABERRY, Maire.

PRÉSENTS : M. SALLABERRY, Maire, Mme FABRE-TABOURIN, M. DUART, Mme SALLET, M. JESTIN, Mme RONDEAU, M. BESNARD, Mme CASTAGNERA, M. GIRON, Mme CHADEBOST, Mme THOMAS-PITOT, M. FARGUES, Mme MADRID (à partir de la question n° 3), M. COLDEFY, Mme CHABBAT, M. JOYON, M. CAZABONNE, M. BONNIN, M. JEAN, Mme SERRANO-UZAC, Mme MICOINE, Mme IRIART, M. PENE, M. LAROSE, Mme HELBIG (à partir de la question n° 2), Mme LUDLOW, Mme BALLIGAND, M. HANOTIN (jusqu'à la question n° 6), M. GARRIGUES (jusqu'à la question n° 6), Mme FRICOT, Mme DE MARCO (à partir de la question n° 2), M. BIMBOIRE (à partir de la question n° 2), M. BARDIN, Mme RAMI, M. DELLU, M. MARTILY, Mme GRESLARD-NEDELEC, Mme QUELIER

EXCUSÉS AYANT DONNÉ DÉLÉGATION : M. ERCHOUK (procuration à M. FARGUES), Mme BONORON (procuration à M. GARRIGUES), Mme DESGUERS (procuration à Mme SALLET), M. DELGADO (procuration à M. LAROSE), Mme DE MARCO (procuration à Mme RAMI pour la question n° 1), Mme ARMITAGE (procuration à M. BIMBOIRE)

ABSENTS : Mme MADRID (pour les questions n° 1, 2), Mme HELBIG (pour la question n° 1), M. HANOTIN (à partir de la question n° 7), M. GARRIGUES (à partir de la question n° 7), Mme DE MARCO (pour la question n° 1), M. BIMBOIRE (pour la question n° 1), Mme ARMITAGE (pour la question n° 1)

M. GIRON a été désigné comme secrétaire de séance.

oOoOoOoOoOo

M. LE MAIRE : Mes chers collègues, je vous souhaite la bienvenue pour ce Conseil Municipal du 1er mars. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à l'ensemble des personnes qui nous suivent en direct que nous reverrons en différé sur la plateforme Facebook depuis le site internet de la ville. Pour la deuxième fois, je suis très heureux d'avoir ce conseil Municipal qui est traduit, retranscrit en langue des signes avec la même société que la dernière fois et je voudrais vous annoncer que le secrétaire de séance sera M. Charley GIRON. Avant d'aborder les éléments de l'ordre du jour, je voudrais, bien évidemment, vous l'avez bien sûr appris comme moi, avec beaucoup de tristesse le décès de notre ancienne collègue et puis surtout notre amie, Solange ROSSI. Elle nous a quittés il y a huit jours, avec la discrétion qui la caractérisait, Solange. Je voudrais, bien évidemment, que l'on ait une pensée émue pour Claude, pour toute sa famille, ses proches, et puis d'une façon générale, pour toutes les personnes très nombreuses pour qui elle comptait. On vous a fait passer l'information, mais la cérémonie de ses obsèques se tiendra demain matin. Bien sûr que, compte tenu du contexte sanitaire, beaucoup de personnes auraient été là en temps normal, mais que l'on ne pourra pas tous être présents puisque la crise sanitaire n'est pas propice aux rassemblements. J'ai voulu, nous avons souhaité lui rendre hommage au sein de ce Conseil Municipal au sein duquel elle a siégé pendant de nombreuses années, s'arrêtant en 2020. Elle était, bien sûr, à nos côtés. Elle s'occupait beaucoup d'animations au sein du Conseil Municipal. Elle a été une militante infatigable et une bénévole, au sens brut et noble du terme, au sein des comités de quartier, de la vie associative et d'une façon générale, elle a contribué au rayonnement de la proximité à Talence, cette attention très particulière pour laquelle on trouve, à Talence, une relation que, peut-être, on ne trouve pas forcément ailleurs. Elle avait un Comité de quartier très cher à son cœur, très précieux, c'est le cas de le dire. C'est bien évidemment le Bijou. Elle s'était beaucoup occupée aussi, aux

côtés de son mari de tout ce qui a trait aux anciens combattants. Aujourd'hui sa gentillesse... C'est difficile... sa gentillesse, son... voilà. Comment ne pas aimer Solange ROSSI ? Je pense qu'on pourrait y passer des heures et des heures. Elle fait partie de ces êtres rares... Elle était finalement... notre tristesse rappelle comment sa place était importante à Talence. On honorera bien évidemment sa mémoire, mais il me paraissait important, aujourd'hui, que l'on respecte un temps de silence. Bien sûr, chacune et chacun d'entre vous avez un souvenir, des souvenirs avec Solange qui ne s'arrêtait jamais de danser. Solange avait une ressource énergétique inépuisable, bien avant tous les éléments du développement durable.

Solange c'était la première à arriver, la dernière à partir, quelle que soit l'heure, celle qui rangeait les bouteilles, celle qui rangeait la salle, celle qui réconfortait, celle qui, avec son sourire et son chapeau multicolore toujours un peu changé, arrivait à vous faire oublier les éléments difficiles de la vie ou, tout simplement vous rappeler qu'avec un peu de sourire, quelques pas de Biguine, dont elle avait le secret et quelques chants... et bien, la vie est souvent un peu plus légère. Elle n'aura pas tenu sa promesse de nous faire des gaufres, mais elle a fait l'équivalent de la production bretonne de crêpes tout au long de sa carrière, donc elle en sera bien évidemment très largement excusée. Solange c'est un sourire, un de plus, qui s'en va. Il ne faudra bien évidemment pas l'oublier... dans toute sa simplicité, dans toute sa sincérité. Il s'agira d'être là pour ses proches. Je voudrais aussi avoir une pensée très particulière pour tout le personnel qui l'a accompagné et pour tous les anonymes qui sont aux côtés de Solange, de Claude, depuis de très nombreuses semaines pour l'aider, pour être là. Ce sont ces anonymes qui font qu'un deuil, ou une préparation au deuil n'en est pas moins tragique, mais en est peut-être un peu moins lourd au quotidien. Il faudra être là, aujourd'hui et demain. Je vous invite à respecter une minute de silence.

Minute de silence

M. LE MAIRE : Je vous remercie. Évidemment, la ville sera là demain et aura fait déposer une gerbe en votre nom à tous. Je voudrais également, avant d'attaquer l'ordre du jour, vous faire un tout petit point d'information sur la situation sanitaire. Vous savez qu'elle évolue très rapidement. Même si la Gironde est un petit peu plus préservée que d'autres départements, et la Nouvelle-Aquitaine d'une façon générale... même si une réalité n'est pas forcément celle de la semaine d'après. Je voudrais vous dire, bien sûr, que la campagne de vaccination a commencé, notamment avec l'établissement de BAGATELLE qui est sur notre territoire, et qui vaccine très régulièrement. La ville, comme j'avais eu l'occasion de vous le dire, a mis en œuvre un certain nombre de moyens d'accompagnement, notamment des seniors, pour prendre rendez-vous sur les plateformes informatiques, pour accompagner individuellement lorsque les personnes ne peuvent pas se déplacer, et d'une façon générale, répondre à toutes les questions qui peuvent être posées. Je voudrais vraiment avoir un remerciement très particulier, une nouvelle fois, pour nos agents municipaux, nos agents du CCAS ou ceux qui n'appartiennent pas forcément au service du CCAS, mais à d'autres services, comme le service des sports qui est fermé et qui, dans le cadre de celles et ceux qui prennent rendez-vous ou qui accompagnent, met à disposition des bras pour aider. Je voudrais vous dire également que, compte tenu des variants qui, vous le savez, ont une contagiosité relativement plus importante que la souche de base, un certain nombre de nos services municipaux sont impactés. C'est le cas actuellement du Dôme, qui sera fermé jusqu'au lundi 8 mars, pour l'instant. On respecte scrupuleusement les consignes. Nous avons appris vendredi que nos médiathèques seraient perturbées et que la médiathèque de Thouars sera fermée jusqu'au 6 mars inclus, donc rouvrira le 8, en même temps que le Dôme. La médiathèque Gérard Castagnera sera fermée les samedis. Puisque l'on a demandé à des équipes de rester chez elles en raison de cas contact, les horaires seront adaptés du 2 au 5 mars et la médiathèque Castagnera sera ouverte de 14 h à 17 h 30. On ne ferme pas, mais on adapte les horaires d'ouvertures.

Vous savez que ça fait l'objet d'une réunion quasi hebdomadaire entre les différents Maires de la Métropole, la Préfecture et l'ARS ainsi que les éléments avec le DASEN. Je voudrais vous informer, même s'il n'y a pas de caractère légal à cela... Aujourd'hui, cinquante millions de masques sont utilisés en France et occasionnent donc une pollution non négligeable malheureusement, avec l'apparition du masque dans l'espace public dans des endroits inappropriés. Partant de ce constat qui est simple et qu'ont partagé d'autres villes, j'ai souhaité que l'on engage Talence dans le recyclage des masques jetables, sur une filière qui n'existait pas il y a un an, en tout cas pour les particuliers puisqu'il y avait des choses qui existaient pour les établissements, notamment sanitaires. Il s'agit des masques jetables qu'ils soient chirurgicaux ou en tissus. Avec une société, PLAXTIL. C'est une société qui travaille avec d'autres villes. Ce sera une première à Bordeaux Métropole, et, quasiment en Gironde, une autre ville est intéressée en même temps que nous. On va expérimenter, pendant dix semaines, l'implantation de bornes de recyclage en carton, de collecte de ces masques. L'idée est vraiment de faire une expérimentation sur dix semaines, expérimentation qui pourra être étendue sur la Métropole et qui serait, pourquoi pas, pilotée par la Métropole. L'idée c'est évidemment de montrer, une nouvelle fois, que Talence est à la pointe en termes de volontarisme et de capacité d'innovation sur les sujets environnementaux. Comment ça marche ? Les Talençaises et les Talençais vont déposer leur masque dans les bornes qui vont être réparties dans la ville devant nos services publics. On a aussi sollicité un certain nombre d'acteurs, notamment les pharmacies de manière à être présent un petit peu partout en ville. Comme c'est une vocation d'un élément vertueux de recyclage, mais aussi de création d'emploi, nous allons, l'entreprise et nous, passer un accord avec une entreprise de l'économie sociale et solidaire pour la récolte... cette ESS qui va être chargée de la récolte de ces masques. Ces masques seront ensuite envoyés, après une quarantaine de quatre jours, même si deux sont recommandés par l'ARS, traités par UV avec une efficacité à 100 % par la société PLAXTIL pour être totalement décontaminés. La matière qui est produite peut être recyclée. Il n'y a pas beaucoup de moules qui existent encore... Encore une fois, ce sont des secteurs qui sont tout neufs. La matière ainsi générée par cette opération de recyclage sera transformée en règles, en équerres et en rapporteurs qui seront, ensuite, donnés gratuitement par la ville à toutes celles et tous ceux qui en ont la nécessité. Donc, je vous l'ai dit, c'est une opération qui sera vertueuse, circulaire, écologique, solidaire avec un montant relativement peu important, aux alentours d'un peu plus de dix mille euros pour l'opération. C'est une opération qui va être limitée dans le temps. On a contacté tout un tas de partenaires : l'université, les collèges, les lycées, les pharmacies, les halles, etc. L'opération devrait débiter à la mi-mars avec les différents canaux. On aura l'occasion de faire un communiqué de presse. Je voulais vous en informer en premier de manière à ce que vous puissiez le savoir avant toute autre personne. Voilà ce que je voulais vous donner en termes d'informations, en étant très fier d'être la première ville de la Métropole et quasiment de Gironde, à être fer-de-lance sur ce projet-là. Ça a déjà fait ses preuves dans d'autres villes, à Meudon, par exemple, ou dans d'autres et ça a fait l'objet... donc c'est quelque chose qui fonctionne et, encore une fois, j'insiste sur le caractère solidaire de l'opération puisque c'est un ESS qui viendra nous aider. Eh bien, je crois qu'en termes d'information nous en avons terminé. M. le secrétaire, la parole est à vous.

N° 1 – Décisions municipales – Information du Conseil

M. LE MAIRE : Ces décisions appellent-elles des questions de votre part ? Je ne vois pas de questions. Mme QUÉLIER, vous n'aviez pas de questions sur les décisions municipales ?

Mme QUÉLIER : Non.

DÉLIBÉRATION

« Monsieur le Maire indique à ses collègues que par délibération du Conseil Municipal en date du 6 juillet 2020, enregistrée en préfecture le 9 juillet 2020, il lui a été confié une partie des délégations prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il a été amené à prendre les décisions municipales pour les objets ci-après :

N° - DATE	OBJET / NATURE DE LA DECISION	BENEFICIAIRE ou PRESTATAIRE
N° 1 13/01/21	<p>Passation d'avenants pour prolonger de 90 jours le délai initial d'exécution des travaux (410 jours), dans le cadre des marchés de travaux relatifs à la création de la Maison des Solidarités, sur les marchés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avenant n° 1 au marché n° 19/36-2 « Démolition » - Avenant n° 2 au marché n° 19/36-9 « Chauffage – Ventilation – Plomberie » - Avenant n° 1 au marché n° 19/36-10 « Electricité – Courants forts et faibles » 	<p>SARL DEMOLITION SERVICE ENVIRONNEMENT – Saint Léon (33)</p> <p>SARL JAMOT – Ribérac (24)</p> <p>EURL CABANAT – Frontenac (33)</p>
N° 2 14/01/21	<p>Passation d'une convention pour la poursuite d'un travail de recherche lié à la création du spectacle « La part des anges » les 18, 19 et 20 janvier 2021 au Forum des Arts et de la Culture.</p>	<p>ASSOCIATION LE LIQUIDAMBAR – Talence (33)</p>
N° 3 14/01/21	<p>Passation d'accords-cadres à bons de commande pour l'acquisition de produits de maintenance mécanique et industrielle pour une période ferme allant de la date de notification au 31/12/2021, puis renouvelable par tacite reconduction, d'année civile en année civile, jusqu'au 31/12/2024.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : Produits de maintenance – Mécanique et carrosserie. Montant estimé de la dépense annuelle : 8 249,81 € TTC - Lot 2 : Produits de maintenance – Voirie et extérieurs de bâtiments Montant estimé de la dépense annuelle : 6 665,62 € TTC - Lot 3 : Produits anti-graffiti Montant estimé de la dépense annuelle : 3 382,56 € TTC 	<p>SA DALTA – Montpezat de Quercy (82)</p> <p>SA DALTA – Montpezat de Quercy (82)</p> <p>SA DALTA – Montpezat de Quercy (82)</p>
N° 4 15/01/21	<p>Passation d'un avenant au marché n° 20/21-8 « Menuiseries intérieures – Agencement », dans le cadre des marchés de travaux relatifs à la réhabilitation du groupe scolaire Paul Lapie, afin de prendre en compte :</p>	<p>SAS LEGENDRE ET LUREAU – Sablons (33)</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Le remplacement des 2 oculi carrés prévus initialement par un seul grand oculus rectangulaire (15 portes concernées sur la phase 1 – aile maternelle). - La réduction de moitié du nombre de casiers Mo07 prévus dans les circulations. Leur largeur est également revue afin de gagner de l'espace entre chaque patère. - Le changement de modèle des patères pour la partie maternelle. <p>Montant de l'avenant n° 1 : - 806,64 € TTC soit un montant total du marché de 302 698,10 € TTC</p>	
N° 5 19/01/21	<p>Passation d'un accord-cadre à bons de commande relatif à la réalisation des comptes-rendus des séances du conseil municipal pour une durée allant de la date de notification au 31/12/2021, renouvelable par tacite reconduction d'année civile en année civile jusqu'au 31/12/2023.</p> <p>Dépense annuelle estimée : 3 780 € TTC</p>	AMK France SAS – La Garenne Colombes (92)
N° 6 28/01/21	<p>Passation d'une convention de partenariat pour la mise à disposition d'espaces sur la commune destinés à la collecte de bouchons pour une durée d'un an à compter de sa signature et renouvelable maximum deux fois.</p>	Association AGIR CANCER GIRONDE – Villenave d'Ornon (33)
N° 7 4/02/21	<p>Passation d'un deuxième avenant au marché n° 20/15-2 « Electricité courants forts / courants faibles » dans le cadre des marchés de travaux relatifs à la construction d'un bâtiment en textile de couverture de terrains, la réutilisation d'un terrain de tennis en terrains de padel et la réhabilitation d'un terrain de tennis.</p> <p>Montant de l'avenant n° 2 : + 528,00 € TTC</p>	SAS PEREIRA CARLOS ELECTRICITE – Saint-Loubes (33)
N° 8 4/02/21	<p>Conclusion d'un marché de maintenance de la machine à mise sous pli pour une durée d'un an, à compter de la livraison dudit appareil.</p> <p>Dépense estimée : 1 053,36 € TTC</p>	SA QUADIENT FRANCE – Rueil Malmaison (92)
N° 9 9/02/21	<p>Acceptation du versement en faveur de la ville d'une indemnité d'un montant de 17 190,88 € TTC en application de la garantie catastrophe naturelle suite aux dommages sur la commune dus à des impacts de grêlons et aux inondations par excès d'eaux pluviales à l'occasion de l'orage de grêle du 26/05/2018.</p>	SMACL – Niort (79)
N° 10 10/02/21	<p>Passation d'un avenant de modification au marché n° 19/36-13 « Aménagement extérieurs – VRD », dans le cadre des marchés de travaux relatifs à la création de la Maison des Solidarités, pour la poursuite de l'exécution dudit marché aux conditions prévues suite à la réorganisation du groupe COLAS France, ce dernier ayant transféré la SAS COLAS SUD OUEST, titulaire du marché précité, à la SAS COLAS France.</p>	SAS COLAS France – Mérignac (33)

N° 11 10/02/21	Signature d'une convention de prêt de matériel scénique du 2 au 8 mars 2021, dans le cadre des représentations du spectacle « Entre eux deux » de la Compagnie du Réfectoire à l'attention des scolaires au Dôme le 5/03/2021 à 10 h et 14 h. Valeur du matériel : 21 087,46 €	INSTITUT DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL (IDDAC) – Le Bouscat (33)
N° 12 11/02/21	Passation d'un avenant à l'accord-cadre n° 17/06-3 « Autres équipements de protection individuelle » pour la poursuite dudit accord-cadre aux conditions prévues, suite à la fusion par voie d'absorption de la SAS René LEDOUX, titulaire, au profit de la SASU COMPTOIR AGRICOLE ET COMMERCIAL DE COGNAC (C.A.C.C) – PROLIANS NOUVELLE AQUITAINE.	SASU COMPTOIR AGRICOLE ET COMMERCIAL DE COGNAC – PROLIANS NOUVELLE AQUITAINE – Cognac (16)

Le conseil prend acte de ces décisions ».
Reçu en Préfecture le 2/03/2021

N° 2 – Réhabilitation sur le groupe scolaire Paul Lapie – Marché de maîtrise d'œuvre – Avenant n° 2 fixant définitivement le coût de la réalisation des travaux

M. LE MAIRE : Vous le savez... Je vais revenir un petit peu sur l'historique, puisqu'il y a aussi de très nombreux élus.

Un marché relatif aux missions de programmation a été conclu avec le groupement conjoint composé de la SARL HEMIS AMO et de la SAS SIBEO INGENIERIE. Le 19 mars 2018, les membres du Conseil Municipal avaient approuvé les modalités relatives au lancement d'une procédure concurrentielle avec une enveloppe provisionnelle, affectée aux travaux, d'environ trois millions cinq cent mille euros toutes taxes comprises. Nous avons augmenté, par la suite, avec différentes plus-values, notamment par rapport aux études de sol qui ont été conduites puisque vous savez que l'un des bâtiments va être étendu... nous avons monté le montant total de l'opération aux alentours de cinq millions cinq. On est bien loin, en fait, de l'idée de départ qui était de rendre le bâtiment performant d'un point de vue environnemental et accessibilité. On a décidé d'aller beaucoup plus loin et donc de rénover complètement l'ensemble du groupe scolaire et de réfléchir à l'ensemble des usages. Je voudrais aussi saluer tout le travail qui a été mené par les services, par les parents d'élèves et par le corps enseignant de Lapie maternelle comme Lapie élémentaire pour arriver à un très beau projet qui va bien plus loin que ce que l'on pensait, mais qui, je le crois, est vertueux. Au bilan, nous devrions arriver sur une enveloppe de six millions d'euros, je vous le disais. L'idée est de fixer ensemble le montant de cet avenant. Les travaux ont commencé, et j'ai bon espoir qu'ils seront terminés pour la rentrée 2022. Hors taxe ? Oui, mais c'est surtout un chantier sur lequel la sécurité primera, donc, évidemment, on va beaucoup moins vite sur un site occupé. Il y a un certain nombre de bâtiments modulaires qui ont été exposés. Les travaux ont commencé et donc, on devrait avoir terminé pour la rentrée 2022. C'est une délibération essentiellement technique, mais je voulais vous en retracer l'historique. Mme RAMI, vous avez la parole.

Mme RAMI : Oui alors on va voter pour, bien sûr, cette délibération pour la réhabilitation du groupe scolaire. Toutefois, on s'est fait une réflexion aux vues des différents marchés qui sont passés et on remarque que, suite à des défauts d'éléments structurels, certaines opérations voient le prix augmenter ou voient le projet abandonné, projet abandonné tel que l'ECCV ou des projets qui sont

doublés en prix. L'ECCV, on l'a laissé tomber, on est bien d'accord. Là, on double un petit peu le prix. La question de fond elle est plutôt sur la gestion des marchés publics, sur comment arriver à un meilleur diagnostic, en amont, pour poser le marché public. On se disait qu'on est prêt, nous aussi, groupe Talence en transition, à pouvoir participer à l'établissement d'un cahier des charges, ou je ne sais comment on peut l'appeler, pour essayer de lister l'ensemble des éléments à identifier pour poser un marché public le plus cohérent possible et ne pas oublier un ensemble de points... d'autant plus qu'il y a la réhabilitation du groupe scolaire Albert Camus qui va commencer. C'était cette réflexion que nous nous faisons.

M. LE MAIRE : Alors d'abord, il me semble me souvenir que l'ensemble du groupe de travail, ainsi que pour la CAO, l'ensemble des groupes d'opposition ont été associés depuis le début de... donc je ne pense pas nécessaire de rajouter un énième groupe de travail. Vous avez été associés, d'ailleurs, sans aucune notion de répartition d'opposition puisque vous êtes, en général, plus représentés. Je pense qu'il y a quand même deux sujets différents. Dans le cadre de l'ECCV, il y a un certain nombre de choses qui ont abouti au fait que l'on ait à abandonner le projet. C'est une décision que je vous avais expliquée et que j'ai prise en conscience en constatant qu'il y avait un certain nombre de choses qui empêcheraient la réalisation durable. Ce n'est pas que l'on était en incapacité, c'est juste que l'on était parti pour un temps tellement long, éventuellement, de recours, d'éléments, de structures, qu'il valait mieux repartir sur un projet différent sur lequel on aura l'occasion notamment d'échanger. Dans le cadre de Paul Lapie, c'est très différent. Vous savez très bien, ma chère collègue, que l'on respecte très scrupuleusement les marchés publics et que quand on est sur un diagnostic de départ, il y a deux choses qui ont concouru au fait que ça a augmenté. Ce n'est pas une question de compétences ou une question de mauvaise appréciation du besoin. Premièrement, on est parti sur un premier élément, et je vous invite à...

Vous étiez membre du Conseil Municipal en 2017. On était vraiment parti sur un projet de départ qui était une remise aux normes du groupe scolaire, c'est-à-dire que l'on changeait... et qui était limité qu'à la maternelle. On a décidé, parce que la programmiste nous a informés, parce que l'on a échangé, d'aller plus loin. Donc, évidemment, lorsque l'on commence et que l'on commande tout un groupe scolaire au lieu d'en faire la moitié, forcément, le prix va avec. Deuxième chose, comme on a été beaucoup plus ambitieux, on a dû... on va construire plus. Quand vous construisez, vous faites des études de sol qui vous révèlent que la solidité des bâtiments que vous auriez pu supposer telle n'est pas tout à fait celle que vous aviez estimée. Ce n'est pas une question d'incompétence, c'est juste que vous découvrez des choses, au fur et à mesure, avec l'équipe d'architecte qui fait que vous avancez dans le projet et que vous trouvez des choses qui ne sont pas de notre ressort et qui coûtent plus cher que ce qui était prévu. Je ne crois pas que ce soit vraiment une question de compétences, juste que, malheureusement, j'observe et, c'est malheureusement comme ça dans toutes les autres villes, ce n'est pas une question d'établissement du besoin, mais juste une question que, parfois, certains projets prennent un plus de temps, prennent un peu plus d'argent aussi. Dans le cadre de Paul Lapie, la dérive, si tant est que l'on puisse l'appeler comme ça... en tout cas, l'augmentation vient essentiellement du fait que le projet que l'on avait imaginé au départ et celui que l'on va réaliser ne sont pas du tout les mêmes. Entre rénover une maternelle et mettre en conformité et rénover tout un groupe scolaire, évidemment, ça ne coûte pas tout à fait la même chose.

M. BARDIN : J'ai juste une remarque par rapport à ce que vous venez de dire. Le programme a été changé après l'attribution du marché, si je comprends bien ? C'est ce que vous venez de dire. On a signé un marché à deux millions huit, on est maintenant à cinq millions cinq. On a doublé... on a quasiment... Allez, d'accord, j'exagère. On a quasiment doublé le montant des marchés. Ce doublement, soit c'est une modification de programme auquel cas il fallait relancer un marché. On

ne peut pas, dans le cadre du marché public... s'il y a des modifications substantielles du programme, on annule ce marché et on en relance un, ce qui n'a pas été le cas. Si vous l'avez monté à ce prix-là, c'est bien parce que les deux diagnostics, au départ, n'étaient pas bien posés et que le projet a dû subir je ne sais quels aléas, pour arriver à doubler. Le programme n'a pas changé depuis l'attribution de maîtrise d'œuvre ou alors il y a un problème de marchés publics.

M. LE MAIRE : Toujours pas. Mais M. JESTIN va vous répondre.

M. JESTIN : Non, il y a un élément qui manque dans ce qui a été expliqué. On a également eu, à un moment, un diagnostic qui a été posé et des choses que l'on ne pouvait pas voir avant. Là, il y a eu une plus-value réelle d'un million. Dès que vous enlevez cette plus-value réelle d'un million, on est plus en augmentation substantielle du marché. À un moment, tant que vous n'ouvrez pas un certain nombre de murs et autres, il y a des choses que l'on ne peut pas voir.

M. LE MAIRE : Sur le bâtiment qui est construit, c'est ce que je vous avais dit tout à l'heure.

M. BARDIN : D'où la pertinence de la réflexion qu'a faite Isabelle auparavant. Donnons-nous les moyens d'établir des diagnostics avant de lancer le marché.

M. LE MAIRE : M. DELLU.

M. DELLU : Oui. M. le Maire, chers collègues, en fait, ce que dit Isabelle RAMI n'est que le constat de ce que nous avons subi à plusieurs reprises. Pour les plus anciens du Conseil Municipal, ça n'est pas la première fois, qu'à l'occasion d'une réhabilitation plus ou moins lourde d'un bâtiment municipal, nous découvrons, au fur et à mesure des travaux et des surprises structurelles, des choses dont nous ignorions l'existence collectivement, en tant que municipalité, bien entendu.

On peut penser à Jean Bouin, par exemple, ou on n'avait même pas les plans, ou, en tout cas, ils n'étaient pas du tout conformes à ce qui avait été construit. Il y a quand même, à mon avis, la prise en compte nécessaire du fait que le patrimoine talençais est particulièrement ancien, il n'est pas de toute première jeunesse... que nous n'avons pas, effectivement, la totalité des plans des structures de nos bâtiments. Peut-être y aurait-il une nécessité parce que... là encore, vous nous dites que ça a évolué... On reste dans le cadre des marchés publics, admettons-le, puisque vous nous le dites, on va vous croire. On reste dans le cadre des marchés publics, mais, néanmoins, on en arrive à doubler le prix, même en étant plus ambitieux sur la nature des constructions, etc., et avec toutes les surprises que l'on découvre, comme le dit François, en cassant les murs. Moi je pense, et c'est une réflexion, d'ailleurs, que nous avons déjà eue il y a plusieurs années... il serait peut-être nécessaire, pour les prochains bâtiments qui sont sur la liste des réhabilitations, de peut-être faire des sondages structurels... après, je ne suis pas technicien, vous m'excuserez si je n'utilise pas le bon terme, M. BARDIN... de faire des sondages et des méthodes d'évaluation qui nous permettent d'éviter des dérapages de plusieurs millions d'euros. C'est ça notre préoccupation, c'est d'arriver à un objectif bien évidemment qualitatif pour nos bâtiments, mais en étant à peu près sûr de la maîtrise des finances publiques.

M. LE MAIRE : M. JESTIN.

M. JESTIN : Si je reprends... Au départ, on était, effectivement, sur un programme qui était nettement moins important. À un moment, quand on a décidé d'y aller, on s'est dit que l'on se donnerait plus de moyens pour y aller. Ensuite, il y a eu la question des diagnostics qui a pu soulever des questions. Vous m'accorderez, je le crois, que casser des murs dans une école qui est occupée, ce n'est pas tout à fait aussi facile que quand on rénove un bâtiment qui est vide. Il y a toujours une notion de surprise. Je vous rassure, il n'y a pas que vous que ça agace. Nous aussi ça nous agace

quand on prend une prévision et qu'elle augmente au fur et à mesure. Je vous rappelle également que sur la question du patrimoine, nous avons augmenté... alors je n'ai plus la date en tête, mais je crois que c'était en 2019 ou en 2018, nous avons augmenté de plus de deux cent mille euros pour que l'entretien et la maintenance des bâtiments puissent se faire, puisque l'on était sur un budget d'un million cinq sur cette thématique-là et que nous l'avions passé à un million sept. Je partage, en partie, ce que vous dites. Peut-être que le point... et ça sera comme d'habitude... le point de divergence sera dans la notion du curseur que l'on met, mais je partage l'esprit de vos propos, c'est ce que nous sommes en train de faire également. Nous avons une nouvelle équipe qui s'occupe de l'ensemble de nos bâtiments sur les questions de maintenance, d'accompagnement. En l'occurrence, sur le marché en question, quand on enlève les éléments de diagnostic et que l'on regarde entre l'APD et le PRO ce qui s'est passé, les estimations sont tombées quasiment au montant qui était prévu au moment de l'APD. Voilà, j'entends ce que vous dites, mais il ne faut pas oublier que si la commande évolue, forcément, les prix dans les prospectives évoluent.

M. LE MAIRE : M. le Sénateur... le micro va vous arriver...

M. CAZABONNE : Merci. Oui, on ne va pas conclure définitivement sur ce sujet parce qu'il y a une partie des éléments qui ne dépend pas de nous. Je m'explique : j'ai connu effectivement des opérations qui avaient été dépassées en termes de coût, j'ai siégé à une époque à la région à la commission d'appel d'offres et j'ai vu, là aussi, des lycées se réaliser avec des dépassements de 30 ou 40 %. Il y a une chose que l'on ne remettra pas en cause ici, mais qui devrait se remettre en cause nationalement, c'est la souplesse extrême des marchés publics qui ressemble à celle du vérin. J'ai connu le tramway, un milliard d'investissements, où on pouvait rencontrer tous les candidats, les trois. On pouvait discuter avec l'un, discuter avec l'autre, discuter avec le troisième... On avait une obligation qui était d'accorder le même temps à chacun, sans qu'il y ait entre nous de lien, bien sûr. Mais au moins, il y a une discussion et c'est ce que vous feriez, vous, si vous achetiez quelque chose. Vous achetez une voiture, vous allez voir les différents constructeurs, vous les poussez dans leur retranchement. Malheureux, un milliard d'euros... on peut le faire parce qu'il y avait la performance. Vous voulez acheter et construire un lycée, un collège... pas du tout ! Là, on vous met dans des cadres très souples dans lesquels vous pouvez discuter. Lorsque vous avez un nouvel élément, vous renégociez. Et voilà... malheureusement, ça, c'était le rêve. Dans la réalité, vous n'avez pas cette possibilité. Je rappellerai un dernier exemple, c'était la salle de spectacle. Nous avons eu un super projet fait par Michel PÉTUAUD-LÉTANG qui nous convenait très bien. Malheureusement, pour une erreur, je ne sais plus laquelle, nous n'avons pas pu amener ce projet à bout. M. PÉTUAUD-LÉTANG n'a pas pu être candidat, par prudence, parce qu'il avait travaillé sur un projet précédent et, donc, on a abouti à trois candidatures qui, personnellement, ne m'emballaient pas, mais qui auraient été beaucoup plus chères... je suis démocrate, j'ai suivi la commission. Finalement, on a été obligés d'abandonner après, car l'on a fait des découvertes de sols qui n'existaient pas sur le premier projet. Je voulais juste rappeler cet élément très fort qui était la simplification des marchés publics.

M. LE MAIRE : Alors, pour conclure, donc, je me dois de vous rappeler que vous serez systématiquement associés à tous les projets. Vous étiez associé à celui-là. Je ne me souviens pas que nous ayons eu cette discussion auparavant... mais pourquoi pas. C'est un nouveau mandat, donc une nouvelle façon de procéder. Deuxième chose : vous nous faites confiance. Je rappelle que toutes les décisions de cette commission d'appel d'offres, avec l'opposition, ont fait l'objet de l'unanimité donc... toujours un peu gêné par « vous », je vous rappelle que c'est nous qui gérons la ville, indépendamment de sensibilité. Nous ne sommes pas encore sur des dérapages de prix, comme nous pouvons en constater sur de grands équipements. Je note que la SNCF et la région pourraient ouvrir une gare, on est sur un élément... pourtant on ne l'a pas changé... dont le prix

n'est pas tout à fait le même que celui qui avait été annoncé officiellement. Juste pour pondérer un peu, on peut toujours s'arrêter sur les trains qui ne s'arrêtent pas à l'heure, justement, ou qui n'arrivent pas à l'heure en gare. On peut aussi citer tout un tas de projets qui se sont déroulés à Talence, dans un patrimoine exceptionnel. Je ne suis pas forcément d'accord avec votre adjectif « vieillissant ». C'est un patrimoine qui a été construit et qui a fait l'objet de nombreuses remises à niveau qui se sont bien déroulées. Je ne pense pas qu'il y ait de soucis particuliers si je pense à Boris Diaw, si je pense à d'autres sujets. On pourra toujours s'attacher au fait de ça. Tout n'est jamais parfait. Je prends l'exemple de l'école Georges Lasserre aujourd'hui, où tout n'est peut-être pas parfait, mais dans lequel l'opération s'est plutôt bien déroulée. On pourra toujours s'attacher à tout ce qui ne va pas, moi je préférerais toujours me dire, sans candeur particulière, qu'il y a aussi des opérations qui se déroulent bien. Il ne sera pas fait interdiction de rester dans l'enveloppe. La bonne nouvelle que l'on a eue, et vous étiez là mon cher collègue, Arnaud récemment, c'est que le coût final que l'on avait estimé pour la piscine est un coût qui a été respecté. Comme quoi, dans certaines opérations éminemment techniques et pour lesquelles les surprises ne commenceront qu'au début des travaux, en tout cas, sur l'enveloppe de départ, qui est le point de départ, on est plutôt bons et se tromper sur vingt millions d'euros ce n'est pas tout à fait la même chose que sur deux. Donc, voilà. Je pense que l'on peut regarder le verre à moitié, ou plutôt à 95 % rempli, en ce qui concerne Talence. Concernant les votes, j'ai compris que vous aviez voté pour à l'unanimité, je vous en remercie.

DÉLIBÉRATION

Monsieur le Maire expose :

« Je vous rappelle que par délibérations du :

- 19 mars 2018 reçue en Préfecture le 21 mars 2018, vous avez notamment approuvé le préprogramme des travaux de réhabilitation sur le groupe scolaire Paul LAPIE, pour un montant d'enveloppe financière prévisionnelle sur les travaux de 2 865 000,00 € H.T. soit 3 438 000,00 € T.T.C. affectés aux travaux, ainsi que le lancement d'une Procédure Concurrentielle avec Négociation en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre.
- 17 décembre 2018 reçue en Préfecture le 19 décembre 2018, un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu avec le groupement composé de :
 - BPM Architectes SARL, 26, rue Peyronnet 33800 Bordeaux (Architecte mandataire, Ordonnancement, Pilotage, Coordination),
 - SARL MATH INGENIERIE, 219-221 boulevard Albert 1^{er}, 33130 Bègles (thermiques, Fluides, coordination Système de Sécurité Incendie, Electricité),
 - VERDI BATIMENT SUD OUEST SAS, 22 rue Despujols, 33074 Bordeaux Cedex (structures),
 - GANTHA SARL, 16-18 rue de l'Hermite, 33520 BRUGES (acoustique),
 - FREELANCE ETUDES SARL, 55, rue Camille Pelletan, 33150 Cenon (économie de la construction),
 - ECR Environnement Sud-Ouest SARL, 5, rue du pré Meunier, 33610 Canéjan (géotechnique),en vue de la réalisation de cette opération, pour un forfait provisoire de rémunération de 299 679,03 € H.T., soit 359 614,84 € T.T.C.
- 8 juillet 2019 reçue en Préfecture le 10 juillet 2019, vous a été présenté le programme prévoyant un montant d'enveloppe financière prévisionnelle de 3 961 000,00 € HT, 4 753 200,00 € TTC, affectée aux travaux, soit une plus-value liée à l'état structurel du bâtiment de 1 096 000,00 € HT par rapport à l'estimation au stade du préprogramme.
- 17 février 2020 reçue en Préfecture le 19 février 2020, vous m'avez autorisé à passer un premier avenant au marché de maîtrise d'œuvre précité, afin de fixer définitivement le coût prévisionnel des travaux (4 617 089,51 € H.T., soit 5 540 507,41 € T.T.C.) et le forfait de rémunération du groupement susnommé (482 947,56 € H.T., soit 579 537,07 € T.T.C.).

En outre, à l'issue des différentes procédures de mise en concurrence, l'ensemble des marchés de travaux a été attribué (décisions municipales n°78 du 14 mai 2020, n°174 du 31 août 2020 et n°256 du 21 décembre 2021).

C'est à ce stade qu'il est nécessaire de fixer contractuellement le coût de la réalisation des travaux, somme des montants initiaux des marchés conclus, que le groupement de maîtrise d'œuvre s'engage à respecter. En conséquence, je vous demande de m'autoriser à passer un deuxième avenant au marché de maîtrise d'œuvre, afin de fixer le coût de la réalisation des travaux à **4 988 468,64 € H.T., soit 5 986 162,37 € T.T.C.**

Cette dépense sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget communal."

Le Conseil Municipal, après délibéré,

- autorise Monsieur le Maire à passer l'avenant n° 2 fixant contractuellement le coût de la réalisation des travaux,
- habilite Monsieur le Maire à signer toutes les pièces administratives qui en découlent.

Adopté par 42 VOIX POUR
Reçu en Préfecture le 2/03/2021

N° 3 – Avis du Conseil Municipal – Projet de pacte de gouvernance

M. LE MAIRE : Oui alors il s'agit de vous rappeler deux ou trois choses sur ce pacte de gouvernance. D'abord, que ce pacte de gouvernance est issu d'une loi qui date du 27 décembre 2019 dans laquelle les intercommunalités... La possibilité c'est une possibilité, ce n'est pas une obligation... Les intercommunalités peuvent adopter un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public. On doit l'adopter dans un délai qui est de neuf mois à compter du renouvellement général du Conseil Métropolitain. L'élaboration du pacte a été validée au conseil de Bordeaux Métropole le 25 septembre 2020. Ce pacte, ou en tout cas l'esprit du pacte, a fait l'objet de très nombreuses réunions qui ont été menées avec l'ensemble des groupes politiques de la majorité comme de la minorité ou de l'opposition, c'est selon. Un certain nombre de demandes, qui avaient été, pour autant, exprimées, dans le cadre de ces très nombreuses réunions, n'ont pas été satisfaites. Il y en a trois principales. La première d'entre elles, c'est que, quel que soit le document, il est toujours beaucoup plus facile d'adosser un mode opératoire. C'est l'objet de pactes de gouvernance sur un projet ou sur un élément de projet or il n'y a pas d'éléments qui soient annexés à cela. La deuxième chose c'est ce qui avait été longuement dit, c'est de rappeler que si nous faisons Métropole ensemble, en tout cas tel est l'esprit d'un établissement public de coopérations intercommunales, la voix des Maires et de leurs Conseils Municipaux devait prévaloir, ce qui a toujours été le cas depuis plusieurs dizaines d'années. Je ne crois pas que l'on puisse être honteux de ce qui a été fait par la CUB et par Bordeaux Métropole jusqu'en 2020. La voix des villes, sur un projet considéré, doit être prééminente sur une volonté métropolitaine eu égard au fait que les conseillers municipaux, notamment, sont élus au suffrage universel direct. Dernier point, qui est tout sauf un point de détail, ce projet acte de la suppression d'un conseil de Métropole sur deux, suppression qui a fait l'objet de critiques, y compris dans la majorité. J'ai vu quelques élus communistes, par exemple, voter ou ne pas être d'accord avec cette disposition-là. Je vois des sourires. Dans le cadre du prochain conseil de Bordeaux Métropole, nous allons commencer le jeudi midi, ou jeudi 14 h, pour le terminer le vendredi à une heure indéterminée. On va passer sur un jour et demi. L'idée n'est pas le fait de dire que c'est contre parce que c'est une majorité et qu'on ne pense pas pareil, loin de là. Il y a beaucoup de décisions, comme ici d'ailleurs, qui se prennent à l'unanimité, c'est heureux. L'idée c'est surtout le fait de dire qu'avec un Conseil Métropolitain sur deux, le risque est l'embouteillage des règlements. La machine métropolitaine est une très lourde

machine et l'on a parfois besoin d'une temporalité beaucoup plus immédiate que deux mois. Les derniers votes que nous avons eus au Conseil de Bordeaux Métropole, notamment sur le pacte de relance, illustrent cette nécessité. Deuxième chose, à une époque où l'on parle beaucoup de débats démocratiques, avoir des Conseils d'un jour et demi ou les étaler sur plusieurs fois ou en tout cas les espacer entre eux n'est peut-être pas forcément la bonne réponse. Et surtout, un élément purement pragmatique... eh bien c'est que la Métropole a toujours fonctionné comme ça. D'autres métropoles sont à un autre rythme, des métropoles ont conservé le rythme mensuel. Je rappelle que ce rythme identique a été conservé pour le Bureau, qui est une instance beaucoup plus politique aujourd'hui. C'est un peu dommage de conserver un rythme identique pour le Bureau et de ne pas conserver le même sur le Conseil de Bordeaux Métropole. C'est pour toutes ces raisons-là, alors qu'il a des choses positives à voir dans ce pacte de gouvernance qui est, encore une fois, une possibilité, qui n'est pas une obligation. Ça, je veux vraiment le saluer et c'est quelque chose qui est important à saluer. Il ne faut pas dire que tout est mal loin de là. C'est la raison pour laquelle je vous proposerai, comme beaucoup, quelle que soit leur sensibilité, un vote défavorable sur ce pacte de gouvernance. Mettez-vous d'accord.

Mme DE MARCO : On va beaucoup parler.

M. LE MAIRE : Vous allez beaucoup parler ? Très bien.

Mme DE MARCO : Je ne sais pas si on va beaucoup parler. Toujours est-il que je suis très surprise de ce que vous venez d'expliquer. On sent qu'il y a un peu de rancœur. C'est mon sentiment. Par contre, je n'ai pas très bien compris quels étaient vos trois arguments pour nous proposer de ne pas voter ce pacte de gouvernance. Vous avez parlé d'abord, en premier argument, de ne pas avoir d'éléments annexés. Moi, je ne sais pas ce que ça veut dire. Pouvez-vous nous préciser ce que vous appelez des éléments annexés qui auraient été nécessaires d'avoir dans ce document ? Pouvez-vous le préciser ? Ensuite, vous avez avancé le fait, c'est le deuxième argument, que ce n'est pas satisfaisant parce que si c'est une Métropole ensemble, il fallait qu'il y ait des voix de Maires et les voix des villes qui représentent, qui soient représentés et doivent prévaloir. Moi, je vois dans le document qu'il y a, justement, une conférence des Maires. Peut-être que ça n'existe pas, je n'ai pas très bien compris. Votre troisième argument nécessitait de racler loin pour le trouver, pour dire que ce qui vous gêne dans ce pacte métropolitain c'est qu'on ne se réunit pas assez. Quand j'ai vu le nombre d'instances métropolitaines qui se réunissent telles que le Conseil Métropolitain, le Conseil des Maires, la Commission Métropolitaine Ordinaire, Conférence territoriale, etc. Je vois qu'il y a énormément de réunions. D'ailleurs, je m'interrogeais, ça fait beaucoup de réunions, beaucoup d'instances, je pense que vous auriez peut-être pu en parler. Toujours est-il que vos trois arguments n'arrivent pas à me convaincre de ne pas voter ce pacte de gouvernance. Si vous pouviez préciser et développer, ce serait très intéressant. Peut-être arriverez-vous à me convaincre avec des arguments autres que ceux que vous avez présentés.

M. LE MAIRE : Mme RAMI ?

Mme RAMI : Oui alors, effectivement, je ne partage pas tout à fait votre avis. Vous vous en doutiez. Ce qu'a dit Monique, je voulais le reprendre. Je ne comprends pas ce que c'est, moi non plus, les documents que vous vouliez voir annexer. C'est le premier point. Ensuite, il me semble, quand même, que cette organisation métropolitaine est conforme à ce qui avait été annoncé lors des élections. La cogestion avait été claire, il n'y a pas eu de surprises là-dessus. Par contre, l'organisation a été, je trouve, relativement bien faite puisque la parole est équilibrée au niveau de chaque commune et chaque Maire. La conférence des Maires a été prévue dès le début, elle était prévue tous les deux mois, à votre demande c'est-à-dire celle des Maires et des collectivités, cette

conférence des Maires est devenue hebdomadaire. Pour rappel, sur d'autres métropoles, la conférence des Maires peut être deux fois par an ou une fois par trimestre donc une fois par moi, c'est quand même, je trouve, respectueux de l'ensemble des collectivités de la Métropole. Deuxième point, le fait de repousser à deux mois les Conseils Métropolitains... Franchement, moi aussi je me suis posé la question. Quand je vois le travail qu'il y a, en amont, pour ces conseils métropolitains, que ce soit les réunions de bureau, que ce soit les commissions ont créé... Alors normalement, les commissions doivent suivre les Conseils Métropolitains or les commissions... Moi, j'en suis deux, que ce soit les infrastructures ou les mobilités, il y a des commissions blanches qui sont informatives. Si je prends l'exemple des transports, il y a eu une commission blanche où le schéma des mobilités a été présenté. On a, quand même, énormément d'informations qui permettent de préparer ces Conseils Métropolitains. Alors, effectivement, on arrive à un entonnoir où le prochain Conseil Métropolitain va durer un petit peu, j'en suis consciente, mais toutes les décisions sont discutées avec l'ensemble des communes. La parole est équilibrée. Vous avez des réunions de groupe avec le président, vous avez des présidences de commissions, vous avez une conférence des Maires par mois où tout est discuté avec vous. En termes de démocratie, moi je n'ai rien à reprocher là-dessus. Je trouve que c'est un progrès et en plus il y a tout ce qui est... Je vais parler avec ce que je vis, moi, à la Métropole. Je ne vis pas la totalité de ce qui se passe. Vous l'avez dit, c'est une lourde machine.

Quand on prépare un sujet, on fait aussi des ateliers où les associations et les citoyens sont présents. En termes de plan vélo et de plan marche, j'ai fait dix ateliers avec les citoyens donc on intègre un ensemble d'éléments et de réflexions qui est pluriel, qui est supra et infracommunal. Donc moi je trouve ça assez intéressant et sans vous étonner, moi, je suis favorable.

M. LE MAIRE : Il ne vous est pas fait interdiction de m'étonner. Mme IRIART ? Et après je vais passer la parole à M. CAZABONNE, après à M. BIMBOIRE et puis à Mme QUÉLIER.

Mme IRIART : Merci, M. le Maire. Je viens de comprendre pourquoi je ne suis pas progressiste ! Parce que je n'ai pas la même vision du progrès, manifestement, que nos collègues d'Europe Écologie – Les Verts. Moi, j'ai siégé à la Métropole. Ceux qui me connaissent un peu savent que je ne suis pas une grande fan de l'intercommunalité, de la Métropole et de son mode de fonctionnement, y compris précédemment. J'ai lu avec attention ce document qui nous a été présenté à délibération et j'avoue que j'ai été hallucinée par ce qui est proposé et je suis très étonnée des prises de paroles que je viens d'entendre. Si je résume mon ressenti en tant qu'élue qui, de toute façon, n'est pas une fan de la métropolisation et qui se félicite de ce que l'on ait si peu mutualisé par le passé vu l'évolution que c'est en train de prendre... Je lis de la centralisation, puis, comme il faut être plus proche en proximité, on déconcentre. Mais déconcentrer et décentraliser ça n'a jamais été la même chose. Déconcentrer c'est une démarche administrative, c'est une démarche de l'administration. Décentraliser, c'est une démarche politique, c'est une démarche démocratique et ça fait une grande différence. C'est ce que je lis dans ce document. Quand j'entends Monique, effectivement, il y a énormément... c'est une merveilleuse usine à gaz qui est montée là. Il y a énormément de groupes, de commissions, de tout ce que l'on voudra. Comme usine à gaz, c'est merveilleux. Et, effectivement, moi j'ai du mal à comprendre, parfois, je lis que le bureau est une instance de débat. Si le bureau est une instance de débat, ça veut dire que cette institution ou ce niveau de discussions, qui est une instance de débat, a pourtant exclu les Maires dont vous dites, par ailleurs, qu'ils sont participants, écoutés et entendus à égalité les uns avec les autres. Ils sont à égalité, mais ils sont exclus de l'instance de débat qui est dans le document. C'est ce qui est écrit dans le document, je n'ai rien inventé. Après, je lis que la conférence des Maires donne un avis, mais nulle part je ne vois la différence entre la valeur relative d'un avis donné par la conférence des Maires et du relevé de conclusions qui est issu des débats conduits pendant les bureaux. Moi, il y a

une seule instance de démocratie que je connais, c'est l'Assemblée délibérante qui est repoussée tous les deux mois. La seule chose qui a une valeur dans les collectivités, ce ne sont pas les groupes de travail, ce ne sont pas les discussions ni les réunions informatives... Ah, ça ! Pour informer, on informe ! Il n'y a qu'à voir la masse de délibérations qui est présentée régulièrement et y compris par le passé. On passait quatre heures, cinq heures en réunion de Conseil de Métropole. On n'en pouvait plus. J'imagine comment ça va se passer, dans la façon dont cela va être organisé aujourd'hui. La seule chose qui vaut dans une collectivité, qu'elle soit municipale, intercommunale, départementale, régionale et tout ce que vous voudrez, la seule chose qui vaut, c'est la délibération. Ce qui a une valeur, c'est ce qui fait délibération. Donc, ça veut dire que c'est ce qui est discuté en Conseil de Métropole qui a une valeur, qui porte la seule valeur démocratique et qui porte la seule valeur qui, après, est traduite sur le terrain par des actions mises en œuvre par les services, par les fonctionnaires, les pôles territoriaux, etc. Ça veut dire que, pour qu'une décision d'aménagement soit prise, quelle qu'elle soit et quelque soit la commune, ça n'a aucune importance... On n'est pas en train de discuter Talence contre Lormont ou je ne sais qui. Ce n'est pas le problème. Ce qui fait qu'il va y avoir une réalité qui va suivre sur le terrain en termes de mise en œuvre d'une décision politique prise dans une assemblée délibérante qui en aura débattu, ça va se passer tous les deux mois parce que les conseils sont écartés tous les deux mois.

Si vous appelez ça le progrès, moi je trouve que c'est un recul majeur. Je dirais que ce document, pour moi, correspond à la démocratie qui le cède à la bureaucratie. En ce qui me concerne, je suivrai la proposition de M. le Maire, peut-être que ça ne vous étonnera pas parce que je suis dans sa majorité, mais c'est aussi pour les raisons que je viens de vous exposer à l'instant. Merci.

M. LE MAIRE : Merci, Mme IRIART. M. le sénateur, M. Alain CAZABONNE.

M. CAZABONNE : Merci. Oui, j'ai écouté les intervenants, et j'ai revu pendant ces propos... un peu l'historique de ce qui s'est passé à Communauté urbaine puis à la Métropole. J'ai bien entendu Mme RAMI et Mme DE MARCO dire « On parle, dans cette commission... les commissions de suivi, les commissions de projet, les commissions de contrôle »... Enfin, des commissions, il y en a. Ça ne date pas d'aujourd'hui puisque, déjà, M. FELTESSE avait été un champion de la création de commissions au sein de la Métropole. Cela diluait tellement les réflexions que les commissions officielles, en titre, se demandaient finalement à quoi elles servaient puisqu'il y avait à côté ces trois, quatre ou cinq commissions qui n'avaient pas d'existence autrefois. Alors, ça parle beaucoup, vous avez raison. Et quand vous avez dit ça, vous avez assimilé ça à de la démocratie. Je me suis souvenu que vous n'étiez pas là, vous étiez trop jeune. En 68 on voyait partout sur les murs fleurir cette phrase toute simple « La dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours ». Alors, évidemment, si vous prenez cette expérience comme de la démocratie, on cause dans la Métropole. On cause beaucoup. Mais la seule, et ma collègue vient de le dire, le seul organe délibérant, c'est le Conseil de Métropole. Le Bureau, c'est l'exécution des décisions. Dans la mesure où il y aura de moins en moins de réunions du Conseil, de plus en plus de réunions pour discuter, sans aucune décision, c'est en réalité un élément contre la véritable démocratie. Parce que la seule démocratie qui aurait pu exister, étant donné que nos villes ne sont que des délégations de compétences... ce sont des compétences que l'on ne peut assumer seules, à moins d'arriver, et je sais que c'est votre intention, à arriver un jour à ce que l'élection soit faite au suffrage universel qu'il n'y ait qu'une majorité et une opposition, ce qui effacera le rôle des Maires. Pardon, M. le Maire, vous allez être dissous. Et dix sous ce n'est pas cher. Donc, attention à cela. Donc, si on veut rester en démocratie, il fallait conserver cette valeur des Maires, des décisions les concernant pour leurs compétences, celles qu'ils peuvent assumer et dans les délégations qui étaient faites de garder cet affreux esprit de cogestion qui a quand même fonctionné longtemps. Si vous avez fait ce choix de supprimer la cogestion, évidemment, vous pouvez créer autant de commissions pour discuter, ça

remet en cause le principe fondamental de la démocratie dans une Intercommunalité. C'est pour cela, M. le Maire le savait, que moi aussi je vote honnêtement dès demain, peut-être même dès ce soir, contre ce projet.

M. LE MAIRE : Merci. M. BIMBOIRE

M. BIMBOIRE : Merci. M. le Maire, chers collègues, je suis arrivé en retard, je viens d'hospitaliser ma fille, mais je tenais à être absolument présent par rapport au pacte de gouvernance. Bien évidemment, M. le sénateur, comme d'autres, chers collègues, je vous rappellerais une chose essentielle : vous avez été battus aux élections. Eh oui, ça ne vous plaît pas, je comprends que vous ayez la défaite amère, ceci étant Mme, chers collègues, c'est le résultat des citoyens. Vous avez perdu la ville de Bordeaux et pour ce faire, vous avez aussi perdu la gouvernance de la Métropole. On est là pour parler du pacte de gouvernance. Moi, j'invite celles et ceux qui nous écoutent, citoyens, citoyennes de Talence, allez sur le site de la Métropole et regardez ce document et vous verrez que la démocratie s'applique. J'ai entendu M. le Maire parler des communistes. Effectivement, je vote pour avec une réserve, comme l'a fait mon groupe au Conseil et comme le feront les élus au niveau des mairies. Ceci étant je vote pour, cher M., parce que j'estime que la démocratie s'applique dans le document. Je trouve vraiment dommageables les propos que j'ai entendus ici de certains, par rapport à la démocratie.

Regardez le texte, elle s'applique. Et Mme, que vous soyez d'accord ou pas, chers collègues, il y a ce que vous faisiez avec la cogestion... certains appréciaient, certains s'en servaient, il y avait de l'entre-soi et d'autres la combattaient. Voilà, c'est la réalité. La cogestion n'existe plus, il y a une nouvelle direction au niveau de la Métropole, il y a de nouvelles orientations plus écologiques, plus sociales, avec du contrôle pour éviter, effectivement, certaines spéculations immobilières et bien ça, je trouve que c'est positif. Je tenais quand même à le dire avec un peu de véhémence parce que j'ai trouvé les propos, ici, quand même très particuliers.

M. LE MAIRE : M. BIMBOIRE. Oui, mais ça ne vous empêche pas de ne pas les prononcer avec beaucoup de véhémence. Vous pouvez vous exprimer calmement et ne pas invectiver vos collègues. Mme QUÉLIER.

M. BIMBOIRE : Je n'invective pas, M. le Maire.

M. LE MAIRE : Écoutez... Vous êtes responsable de vos propos, mais, en tout cas, j'ai mes oreilles qui ont sifflé. Mme QUÉLIER, vous avez la parole. On peut parler sans s'énerver et ne pas être d'accord. C'est ça la démocratie... et s'écouter, surtout.

Mme QUÉLIER : Je serai assez courte, c'est juste pour justifier mon vote. J'ai apprécié ce que je viens d'entendre parce qu'effectivement, j'invite aussi toutes les citoyennes et les citoyens à lire ce texte. Moi, je l'ai lu en tant que citoyenne. Je connais un peu le contexte politique, mais je n'ai pas de parti-pris sur ce sujet. En lisant ce texte, je trouve que ça décrit bien le fonctionnement, proposé en tout cas, pour Bordeaux Métropole. Ça me semble à la fois clair, précis, équilibré, que toutes les parties prenantes aient une place, y compris les citoyens et ça je veux le souligner. Il y a quand même un page qui est consacré à ce sujet. Moi, je vais voter pour... enfin favorablement par rapport à ce projet parce que je ne vois rien à y redire. Je n'y vois pas du tout d'entorse à la démocratie, mais je respecte vos positions et surtout, ce que je voudrais dire, c'est que les citoyennes et les citoyens que je rencontre... La population a surtout envie que tout le monde, tous les élus mettent de la bonne volonté pour que fonctionne Bordeaux Métropole parce qu'ils subissent trop souvent cette rivalité dans les discours, quand ils posent des questions sur ce qui ne va pas, quand ils soulèvent un problème, un dysfonctionnement. Ils sont toujours renvoyés, quand c'est au niveau

municipal, à Bordeaux Métropole et inversement, je dois le reconnaître. Donc, ce serait bien que cesse cette rivalité et que tout le monde y mette du sien pour que ça fonctionne bien. C'est un niveau territorial qui existe. On ne va pas résister, sans arrêt, à ce fonctionnement et à cette réalité. Donc je vote pour.

M. LE MAIRE : Très bien. M. Charley GIRON

M. GIRON : Le pacte de gouvernance. La politique c'est un système d'idées. C'est un projet, une vision, une organisation de choses à faire. Ce n'est pas simplement une méthode ou une recette de cuisine qui va nous dire que l'on va se voir tous les deux mois, que les Maires vont pouvoir se rencontrer et discuter. C'est une vision partagée. C'est quelque chose qui se délibère. C'est un peu comme si on proposait un projet municipal en établissant juste la liste des commissions que nous allions créer. Ça n'aurait aucun sens et c'est pour ça, d'ailleurs, qu'on ne le fait pas. C'est une méthode et donc ce sont des idées. Aujourd'hui, dans cette délibération, on a extrait les idées pour, justement, ne laisser que la méthode alors que, fin d'année dernière, le Président ANZIANI avait déclaré que, évidemment, le projet devait être soumis à la délibération des Conseils Municipaux et du Conseil Métropolitain. Alors, on peut avancer, reculer et puis, comme ça, ne jamais progresser. C'est peut-être le choix que vous faites, mais ce n'est pas le mien. Et d'ailleurs, je trouve que c'est fort dommage parce qu'aujourd'hui la population ne souhaite pas juste une valse à deux temps, mais de pouvoir se projeter pour la Métropole : pouvoir savoir ce que va devenir le RER métropolitain, les grandes installations sportives, les grands projets de développement de l'économie sociale et solidaire et pas seulement une évanescence de discours qui pourrait être remis en cause à chaque instant, mais quelque chose qui puisse être gravé dans le marbre par une décision des Conseils Municipaux et des Conseils Métropolitains. Aujourd'hui, il n'en est rien et c'est fort dommage. Et puis, tout d'un coup, aujourd'hui, coup de tonnerre, le Président ANZIANI décide, finalement, en juin, de présenter le pacte de gouvernance avec ses deux faces : les idées et la méthode. Mais alors, que s'est-il passé ? Moi, je n'ai pas la réponse, peut-être que vous, vous l'aurez, mais aujourd'hui, finalement, le pacte de gouvernance qui va nous amener à nous prononcer est incomplet et déjà caduc. Déjà caduc puisque, en juin, les conseillers métropolitains, à la fin de ce tour de piste des villes de la Métropole, auront à se décider sur quelque chose qui n'aura pas été présenté dans les Conseils Municipaux. À la limite, j'en suis fort aise, et ça nous permettra... Lisez la presse. Aujourd'hui, le Président ANZIANI a déclaré des choses. C'est tout à fait d'actualité, c'est d'aujourd'hui. C'est important de se dire que ce pacte de gouvernance que l'on va voter aujourd'hui est, à ce jour, déjà caduc. Voter pour aujourd'hui, ne vaudra pas dire que vous pourrez savoir pourquoi vous allez voter en juin. Moi, aujourd'hui, je vote contre. Je vote contre votre méthode et je vote contre parce que le texte qui est ressorti de votre méthode est déjà à moitié amputé de quelque chose qui aurait pu être quelque chose d'intéressant, mais aujourd'hui c'est un flop.

M. LE MAIRE : M. DELLU

M. DELLU : Effectivement, M. GIRON, vous avez raison. Méthodes et idées, visions partagées... Et c'est d'ailleurs pour ça que le contrat social est rédigé sous la forme d'une constitution. Il faut une forme pour pouvoir partager un fond. Je dois avouer que je suis un peu déçu, quand même, de ce que j'entends de la part de la majorité municipale parce qu'en fait ce n'est guère que le copier-coller du communiqué de la droite municipale bordelaise. Finalement, on n'apprend pas grand-chose sur les critiques. Vous parlez de projets non annexés, on ne sait toujours pas très bien de quoi vous parlez puisque le projet il existe... Les voix des villes seraient soumises à la volonté métropolitaine... Que je sache, il est marqué noir sur blanc exactement l'inverse dans le document et le Président ANZIANI a rappelé à de nombreuses reprises son attachement à la notion de coopération intercommunale. Enfin, argument suprême, l'acte de la suppression d'un Conseil de Métropole sur

deux. Alors moi je vais simplement vous partager mon expérience de conseiller métropolitain, pendant six ans, durant le mandat précédent. Par rapport à ça, dans ce document, premièrement je ne vois aucun recul. Deuxièmement, je vais vous dire « beaucoup d'intentions d'avancées »... Alors après, le diable est dans les détails, je vous l'accorde, mais, en tout cas, les intentions sont là et en tout cas ce qui mène ce document c'est la volonté d'amélioration de l'efficacité de la Métropole et, notamment, au service des citoyens qui apparaissent pour la première fois dans un document métropolitain... et des mairies et des municipalités qui coopèrent entre elles. Les commissions... Quand on reprend simplement... Alors on peut se dire que c'est du bla-bla et du structurant, mais quand on reprend simplement, pour permettre une appropriation des dossiers par les commissaires je cite : « Stabiliser les ordres du jour et la diffusion des dossiers suffisamment tôt afin que les conseillers métropolitains puissent mieux travailler les dossiers en amont, produire rapidement des comptes-rendus retraçant les avis exprimés par les commissaires, et de formaliser l'avis des commissions de façon homogène ». J'ai siégé pendant six ans dans, au moins, deux commissions permanentes en tout cas, M. CAZABONNE était avec moi, le plus souvent à la commission des finances. Combien de fois n'avons-nous eu l'ordre du jour que la veille ? Combien de fois est-ce que nous n'avons pas eu de compte-rendu ? C'est-à-dire qu'il n'y avait pas de PV de la commission ou il arrivait six mois après c'est-à-dire à peu près quatre mois après le vote, en séance plénière, desdits comptes-rendus de commissions. Et évidemment, un PV tout ce qu'il y a de plus formel qui reprenait exactement, mots pour mots, voire parfois au-delà... C'est-à-dire que l'on se retrouvait avec des délibérations qui ne correspondaient pas à l'avis de la commission. M. CAZABONNE en est témoin aussi. Il y avait beaucoup de choses à améliorer.

On a aussi des documents structurants, des documents engageants qui n'étaient pas respectés. L'assemblée métropolitaine votait un document disant que l'on va faire un TCSP jusqu'à Saint-Louis-de-Montferrand, par exemple, ou Parempuyre plutôt, et puis dans la délibération il a disparu au profit d'un autre vers, par exemple, Saint-Médard-en-Jalles, à l'époque. Ça a disparu. C'est très difficile de comparer ça à un fonctionnement municipal vu qu'il n'y a pas de commissions à Talence, donc il n'y a pas d'ordre du jour, il n'y a pas d'examen des dossiers qui vont passer en Conseil Municipal, etc. Par rapport à ça, très honnêtement, je préfère un conseil mieux préparé tous les deux mois plutôt qu'un conseil expédié tous les mois. L'indigence de l'ordre du jour de ce Conseil Municipal aurait pu ranger celui-ci dans cette catégorie, mais on préfère heureusement élargir le débat grâce à cette délibération. Je ne suis pas très étonné de votre position. Vous allez voter contre. Probablement à la quasi-totalité, les municipalités de droite vont voter contre. Vous êtes sans étiquette à Talence, mais vous êtes toujours bien à droite à la Métropole.

M. LE MAIRE : M. GIRON.

M. GIRON : Oui, M. DELLU je remarque que, fréquemment, quand je prends la parole, vous me réinterpellez. Aujourd'hui, vous me donnez un bon point. Vous me faites penser à votre coreligionnaire Dominique STRAUSS-KAHN, qui se prenait pour un professeur. Vous nous enseignez aujourd'hui la constitution, je vous en remercie. C'est effectivement le lieu, un conseil Municipal, pour parler de ce beau texte qui constitue la constitution. Le texte qu'aujourd'hui vous nous présentez, le pacte de gouvernance, ne lui arrive pas à la cheville. C'est quelque chose de complètement évaporeux. Je retiens aussi que vous allez voter pour le pacte de gouvernance, car vous êtes pour l'efficacité. Avec un programme comme ça, on ne s'étonne plus de votre évanescence, on s'étonne de votre déliquescence, M. DELLU.

M. LE MAIRE : M. CAZABONNE

M. CAZABONNE : Oui, juste deux ou trois réflexions par rapport à ce que vient de dire Arnaud DELLU. C'est vrai que nous avons été pendant six ans ensemble au sein de la Métropole à la commission des finances. Ce qui est intéressant c'est qu'il nous a présenté l'intention, l'intention louable, que désormais les dossiers arriveront dans les délais. Je n'ai pas caché que ça fait près de trente ans que j'entends cela à chaque renouvellement. C'est plus la lourdeur de l'administration et les procédures qui font que les dossiers arrivent tardivement. Ce n'est pas la volonté de l'exécutif de les mettre de côté. On l'a vécu à chaque fois et chaque nouveau président disait : « C'est insupportable, nous n'avons pas les dossiers avant, maintenant on les aura avant ». Et, par hasard, ça n'arrivait jamais. Alain JUPPÉ avait dit un jour de colère : « J'en ai marre, je vais programmer un Conseil pour tromper l'administration et, en réalité, je le ferai huit jours après ». Il ne l'a pas fait, mais ça montrait l'agacement qui était le sien, qui a été celui de tous les présidents, de faire en sorte que les dossiers n'arrivaient pas en commission et surtout la commission des finances qui est la plus importante, parce qu'il y a cette lourdeur de la présentation. Soyons optimistes, l'intention est louable, c'est l'avenir qui nous départagera. J'ai peur que ce soit toujours pareil et que les dossiers arrivent au dernier moment, pas par une volonté politique, mais par la lourdeur de la machine. Quant aux réalisations avec cet arbitrage qui aurait été, comme l'a dit M. BIMBOIRE, un camp contre l'autre... J'ai vu la salle de spectacle à Floirac alors que la droite réactionnaire de Bordeaux voulait qu'elle aille au Lac. Il y a une décision unanime pour la mettre à Floirac. J'ai vu la piscine de Mérignac passer de 17 à 30 millions, dérapage sûrement justifié, mais enfin c'était pendant la décision à la présidence d'Alain JUPPÉ. La cogestion c'est peut-être entre soi, mais chaque mairie y retrouvait un peu du sien. Pour la question M. DELLU, l'avenir nous départagera et on verra bien si les dossiers arriveront à temps en commission des finances.

M. LE MAIRE : Mme RAMI et après je vous propose de clore ce débat.

Mme RAMI : Non je vais faire très court parce que je voudrais répondre à M. GIRON pour lui dire que je n'ai pas bien compris ce que vous aviez voulu dire. On n'est pas dans un programme métropolitain. Le programme métropolitain se construit et sera présenté. Si je parle de la révision du schéma des stratégies des mobilités, il sera présenté en juillet. Ça, ça fait partie du programme et c'est vraiment... Vous le savez depuis le temps qu'on l'annonce, si vous n'avez pas la date ça ne va pas. Là, ce que je ne comprends pas c'est Programme et Méthode. Le programme métropolitain est porté politiquement, il n'y a pas de surprise. C'est un programme tel qu'il a été annoncé, porté par une majorité écologiste de gauche et communiste. Par ce pacte de gouvernance, le président a souhaité être le plus transparent possible sur la méthode à employer pour les discussions avec les collectivités. C'est cela que je ne comprends pas. J'aimerais bien que vous parliez des documents annexés.

M. LE MAIRE : Oui, je vous laisse parler et je vais clôturer. M. GIRON et M. BIMBOIRE, si vous ne hurlez pas dans le micro à nouveau.

M. GIRON : Je tenais à préciser deux idées. La première c'est l'analogie avec Dominique STRAUSS-KAHN évidemment, ce n'est pas la partie en robe de chambre, mais plutôt le débat avec Nicolas SARKOZY lorsqu'il s'était fait passer pour un professeur d'économie. Je préférais préciser, on ne sait jamais. Sur la partie du pacte de gouvernance, il a été annoncé qu'il devait être présenté sur la partie Méthode et sur la partie Idée, puis il a été annoncé sans ses idées, puis il a été réannoncé à nouveau avec ses idées. Si vous voulez des explications, il faut aller les chercher auprès du Président ANZIANI, puisque nous, nous attendions les deux faces, aujourd'hui on ne parle que d'une et en juin les Conseillers Métropolitains étudieront à nouveau ces deux parties. Je ne peux pas vous dire mieux que ça puisque ce qui nous est parvenu en Conseil Municipal, pour l'instant, c'est un document qui est déjà amputé de la moitié de sa partie.

M. LE MAIRE : M. BIMBOIRE pour finir.

M. BIMBOIRE : Oui, je voulais préciser que l'on peut comprendre, chers collègues, que vous ne soyez pas d'accord. L'avenir aura certainement raison, c'est d'ailleurs pour ça que la gauche métropolitaine gère la Métropole. En ce qui concerne le parti qui est le mien, je suis de Talence en transition, je vote pour et si je précise pourquoi je mets une réserve c'est parce qu'effectivement, mon groupe regrette le fait que les Conseils soient tous les deux mois et non tous les mois.

M. LE MAIRE : Alors pour conclure, puisque personne ne souhaite prendre la parole... d'abord, on va souhaiter que votre fille aille mieux par ce que c'est le plus important. Je voudrais que l'on se félicite. Je trouve toujours cela intéressant, sur un sujet, que l'on ait un débat politique. Aujourd'hui, je trouve très intéressant, sur un texte, que l'on ait ce débat sur les rapports que l'on doit avoir avec la Métropole, quelle est la place des villes, comment on doit le faire, etc. Peut-être que certaines choses sont parfois de la soupe interne, que la plupart des personnes se sentent très loin. Je suis relativement d'accord avec une partie de vos propos tout à l'heure. Je trouve que, pendant un long moment, il a été souvent plus facile pour les villes de dire quand ça n'allait pas que c'était la faute de la Métropole. À l'inverse, je suis toujours surpris depuis plus de trois ans, dès que quelque chose ne fonctionne pas, que l'on vienne me dire que c'est la Métropole qui vient nous dire que c'est de la faute de la ville. Je pense qu'avec ce qui s'est passé avec la création de Bordeaux Métropole, il y a une certaine maturité de la structure à avoir au cours des années à venir. Je fais partie de ceux qui pensent que ce qu'a fait la CUB ne doit surtout pas être résumé à un système de cogestion, dont la plupart des gens se fichent. Il y a quand même eu depuis plus de cinquante ans, avec tout un tas de présidents, quel que soit leur parti... nombre de choses qui a été accompli et je trouve assez regrettable, comme un trophée d'une victoire, de résumer ça à de la cogestion. Cette Métropole, ces 28 villes, cette CUB a mis en place le plus grand réseau de tramway de France, a lutté contre les inondations, a préservé près de 50 % de sa surface pour des surfaces naturelles et à accompli un tas de prouesses grâce aux élus et, bien évidemment, aux fonctionnaires métropolitains qui la composent. Vous parliez tout à l'heure de cohérence Mme, je veux juste vous donner un chiffre. Vous disiez que ce serait bien, un jour, que l'on soit d'accord, pas d'accord. Le conseil de Bordeaux Métropole a été installé au mois de juillet, on va considérer à partir du mois de septembre, parce que c'était des délibérations techniques. Les onze communes, Métropole commune, mais également le groupe Renouveau Bordeaux a voté contre une décision. C'était la décision de créer des postes d'assistants pour les vice-présidents. Le groupe Verts, qui fait pourtant partie de la majorité, a voté contre une décision. Est-ce que ce n'est pas cohérent ? Le groupe communiste, qui fait partie de la majorité, a voté contre cinquante décisions. Quand on dit qu'il faudrait être cohérent, il faudrait peut-être surtout reconnaître celles et ceux qui votent pour, contre, ou qui s'abstiennent en fonction du projet et pas en fonction de l'appartenance politique de celle ou celui qui le met. Par rapport aux documents, il ne faut pas confondre. Il y a un projet de mandature et il y a un pacte de gouvernance. Vous avez dit ma chère collègue, chère Isabelle, qu'il est connu. Ce n'est pas vrai. Il y a tout un tas de choses qui, nous sommes d'accord, ont été écrites postérieurement à l'élection. Dans le cadre du programme Municipal sur lequel j'ai compris qu'il fallait, peut-être, remettre en cause les vainqueurs, dans le cadre du programme Municipal, pour ce qui est du groupe Talence Ensemble, nous avons une page Métropolitaine. Je ne l'ai pas vu dans d'autres programmes sur un certain nombre de choses. Avez-vous parlé de la régie de l'eau ? Avez-vous parlé de tout un tas de choses ? Ce n'est pas vrai. Il y a tout un tas de communes qui n'ont pas eu de Maires qui se sont présentés et qui leur ont dit tout ce qui s'est passé depuis. Si je prends le cas de la régie de l'eau, un débat sociétal très important, ça doit faire partie, sans aucune connotation politique d'un débat serein, avec des plus et des moins. Les solutions magiques en termes de politique n'étant pas ou n'existant pas, sinon ça ferait longtemps que toutes les agglomérations feraient avec le même

modèle. Certaines agglomérations, qu'elles soient de droite de gauche, du centre, sans étiquette, qu'importe, ont une régie et d'autres n'en ont pas. Ça ne fait pas d'elle de mauvaises métropoles, mais juste des gens qui ont décidé. Quand vous dites que ça a été décidé, c'est vrai, mais c'est postérieur à l'élection municipale. Beaucoup de programmes municipaux n'avaient pas une ligne sur un programme métropolitain. Quand vous dites, et c'est pour cela que je vous parle de la prééminence des Conseils Municipaux, c'est que si demain un certain nombre de projets sont portés par des équipes en disant « Si vous nous élisez, voilà ce que l'on va faire »... C'est ce que l'on fait au niveau des villes : on déploie un programme. Vous aviez un programme. Mme QUÉLIER avait un programme. Si vous étiez arrivée au pouvoir, si vous aviez été majoritaire vous auriez mis en œuvre, du moins je le souhaite, ce programme. Cette partie-là, du point de vue du Conseil de Bordeaux Métropole n'a pas été le cas dans tout un tas de villes. Et quand je parle de la prééminence des Conseils Municipaux, ce n'est pas les Maires. Je vous assure Mme DE MARCO, il n'y a pas du tout de rancœur. La seule chose c'est qu'aujourd'hui, le président Alain ANZIANI s'est engagé publiquement pour l'équilibre des territoires, l'a mainte fois réitéré. Je lui fais cette confiance. Mais demain, si le président change, je n'ai pas cette garantie-là. Tant que l'on n'aura pas, soit réglé les règles du jeu au moment de l'élection, soit que l'on ne fait pas peser aux villes le souhait de voir se faire imposer un projet dont elles ne veulent pas... ce n'est pas les projets des Maires, ce sont les projets des Conseils Municipaux. En Conseil Municipal le Maire représente une voix, comme les quarante-deux autres collègues. Vous avez parlé de la conférence des Maires, pour l'instant et de beaucoup... c'est d'abord une instance qui est obligatoire, je le rappelle, à partir du moment où les Maires ne sont pas représentés au Bureau. On n'a pas discuté de ces sujets-là. Il y a certains sujets qui commencent à arriver, mais il y a quasiment un an que les élections se sont passées. Vous dites que le schéma des mobilités aura lieu au mois de juillet. J'ai bien retenu la date, je saurais vous la sortir le cas échéant. Le schéma des mobilités, à un moment ou à un autre... Je souhaite, effectivement, qu'on ait ce débat avec des citoyens, des personnes, mais il n'a pas été question de remise en place de ce schéma des mobilités pendant la campagne. Ce n'est pas vrai. Si demain on dit que l'on ne fait pas le tram, etc. Ça dépend d'une décision métropolitaine qui n'aura pas été, auparavant, soumise à l'onction du suffrage universel. Je crois vraiment à cela... toujours, cette volonté, mais ça doit être cela, la modernité, de vouloir mettre à bas quelque chose. Je rassure tout de suite, mon cher collègue, vous n'êtes plus Conseiller Métropolitain. J'ai la chance d'être président de la commission finance, le budget primitif de la Métropole qui pèse un peu plus lourd que celle de la ville doit être présenté en commissions vendredi et je ne l'ai pas. Comme quoi, vos incantations pour une amélioration, pour l'instant et malgré cette vague de démocratie, n'a pour l'instant pas donné ses effets, mais nous verrons les cinq ans qu'il nous reste. Pourquoi changer ça ? Un système qui fonctionnait depuis plus de cinquante ans, qui a produit ses décisions, dans lequel on aurait pu revenir sur un certain nombre de choses... Ce n'était pas parfait, mais je viens de vous prouver qu'avec le nouveau système ça ne l'est toujours pas non plus. Pourquoi ? Je n'ai qu'un an de Conseil Métropolitain derrière moi, je ne peux vous en parler qu'avec ma maigre expérience. Ces conseils tous les deux mois... Je ne suis pas d'accord avec vous, ce n'est pas un Conseil Municipal indigent. Je crois qu'au moment d'un Conseil Municipal on peut poser des questions orales, on peut échanger sur des sujets, on peut tout simplement se rencontrer et échanger ensemble. Ce rythme est capital pour, justement, conduire de façon démocratique une ville comme une Métropole. Beaucoup de gens... Les communistes... Je suis au regret de vous dire qu'il y a certains communistes, mon cher collègue, c'était le cas récemment au Bouscat, ils sont communistes, à moins que ça ne soit pas la même branche, qui ont voté contre ce projet. Certains se sont abstenus et d'autres ont peut-être voté pour. Je veux vous le dire, peut-être que vous ne partagez pas forcément les mêmes branches. Je ne connais pas toute cette ramification. Cet élément de Conseil Métropolitain tous les deux mois va aboutir à ce que l'on voit. J'ai du mal à comprendre, un Conseil sur un jour et demi, deux mois plutôt que deux fois un jour... je ne comprends pas vraiment le lien. Ce qui est sûr, c'est que le but

est honorable, je veux le saluer. Rien n'obligeait d'avoir ce pacte. Il y a tout un travail qui a été fait au sein de groupes de travail. Je note qu'ici ce n'est pas bien, à la Métropole, c'est mieux. La commission c'est bien ici, mais ce n'est pas bien là-bas. Ces groupes de travail, c'est dommage, c'est une œuvre inachevée. On vote contre aujourd'hui et si, demain, il y a d'autres choses, rien n'empêchera de voter à nouveau. En tout cas, je voudrais juste partager quelque chose qu'a dit Mme IRIART tout à l'heure : il y a une occasion à saisir. Les métropoles doivent redevenir des objets politiques, doivent devenir des objets politiques et pas l'objet de cogestion politique et d'accords entre parties, mais d'objet politique, là où la décision du politique est exécutée par des fonctionnaires métropolitains. Aujourd'hui, à force d'en faire une machine à produire, on se dirige dangereusement, à mon sens, sur autre chose. Je pense que l'on est d'accord sur les objectifs et on verra la réalisation. Je mets donc au vote. Qui est pour ?

Mme DE MARCO : Vous ne m'avez pas répondu.

M. LE MAIRE : Si je vous ai répondu Mme DE MARCO. Je veux bien comprendre depuis que vous êtes... Ça fait un moment que vous me dites que je n'ai pas répondu quand ma réponse ne vous va pas, mais je vous ai répondu. Qui vote pour ?

Mme DE MARCO : (hors micro)

M. LE MAIRE : Mme DE MARCO, si un jour vous êtes Maire, vous dirigerez un Conseil Municipal. Je vous rappelle juste que si je vous fais voter à main levée c'est justement par rapport à ça. Je suis suffisamment grand, je vous en remercie, pour ne pas avoir de leçons pour tenir un Conseil Municipal. Vous êtes bien changée depuis quelques mois. Dix pour, pardon neuf membres de l'opposition. Qui est contre ? La délibération est rejetée, je vous en remercie.

DÉLIBÉRATION

Monsieur le Maire expose :

« La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique, reprise à l'article L5211-11-2 du code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour les intercommunalités d'adopter un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Le conseil de Bordeaux Métropole a décidé de l'élaboration d'un tel pacte par délibération du 25 septembre 2020.

Ce pacte doit être adopté sous un délai de 9 mois à compter du renouvellement général du conseil métropolitain, après avis des conseils municipaux des communes membres.

Après avoir pris connaissance du projet de pacte de gouvernance joint à la présente délibération, je vous demande donc de bien vouloir émettre un avis sur ce dernier. »

9 AVIS FAVORABLES (Talence en Transition + Nouvel Esprit Talence)
34 AVIS DEFAVORABLES (Talence, Ensemble)
Reçu en Préfecture le 2/03/2021

N° 4 – Signature d'une convention de servitude de passage de réseaux électriques au profit d'ENEDIS

M. JESTIN : Oui. Nous sommes là dans le cadre de la réhabilitation du groupe scolaire Paul Lapie. Nous avons besoin d'améliorer la qualité de desserte et d'alimentation des réseaux électriques. La société ENEDIS nous a proposé l'établissement d'une convention de servitude de passage par acte

authentique pour régulariser les choses et les rendre conformes et tout ça pour la somme importante de dix sous, comme l'aurait dit un célèbre sénateur présent dans la pièce.

M. LE MAIRE : C'est déjà pas mal. Y a-t-il des observations, des votes ? Pas de votes contre ? Pas d'abstention ? À l'unanimité, je vous remercie.

DÉLIBÉRATION

Monsieur JESTIN, Adjoint délégué aux Propriétés Communales expose :

« Dans le cadre de la réhabilitation du groupe scolaire Paul Lapie, le concessionnaire ENEDIS a besoin d'améliorer la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique.

Or, des travaux envisagés en ce sens se situent sur une parcelle appartenant à la Ville et notamment :

- BC 102 : 9 rue du Général Bordas.

Afin de régulariser cette situation, ENEDIS propose l'établissement d'une convention de servitudes de passage par acte authentique.

A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits de servitudes consentis à ENEDIS, une indemnité unique et forfaitaire de dix euros (10 €) sera versée à la Ville.

Tous les frais liés à cette procédure seront pris en charge par les services d'ENEDIS.

C'est pourquoi je vous demande :

- d'approuver la constitution de cette servitude de passage au profit de la société ENEDIS domiciliée 4 rue Isaac Newton – 33700 MERIGNAC,

- de bien vouloir m'autoriser à signer la convention de servitude et les documents relatifs à ce dossier.»

ADOPTE PAR 43 VOIX POUR
Reçu en Préfecture le 2/03/2021

N° 5 – Rémunération poste d'Assistant bibliothécaire section jeunesse à la Médiathèque

Mme THOMAS-PITOT : Oui. Bonjour. L'agent fonctionnaire qui occupe le poste d'Assistant de conservation du Patrimoine et des bibliothèques est en disponibilité pour convenances personnelles depuis le mois de février 2020 pour une durée d'un an. Son remplacement doit faire l'objet d'un recrutement. Nous avons donc l'obligation d'ouvrir le poste pour pouvoir recruter la personne qui n'est pas fonctionnaire, mais contractuel.

M. LE MAIRE : Est-ce qu'il y a des remarques sur cette délibération ? Non ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

DÉLIBÉRATION

Madame THOMAS-PITOT, Adjointe déléguée aux Ressources Humaines, à la Qualité de vie au travail, expose :

« En raison du départ en disponibilité de l'agent titulaire du poste d'assistante de bibliothèque section jeunesse depuis le 15 décembre 2020, la Ville doit procéder à son remplacement.

C'est ainsi qu'un recrutement en référence à l'article 3-1 de la loi du 26/01/1984 peut être effectué, sur la base du 1^{er} grade du cadre d'emplois concerné (assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques), sur la période du 01/03/2021 au 15/12/2021.

Compte tenu du niveau de qualification requis, il est proposé de compléter la rémunération par l'attribution du régime indemnitaire prévu pour les agents titulaires sur ce grade.

Missions principales :

- Acquérir et traiter les documents dans les domaines d'acquisition attribués.
Veiller à l'actualisation et au renouvellement des collections.
Valoriser les documents.
- Accueillir le public dans les Médiathèques (accueil général et téléphonique, accueil dans les secteurs) étant précisé que le temps d'accueil des publics varie entre 10h et 15h par semaine.
Renseigner, orienter et conseiller les publics.
Assurer la surveillance et la sécurité des espaces publics.
Faire respecter le règlement des Médiathèques.
- Élaborer et animer des actions de médiation dans les domaines attribués (présentations thématiques, ateliers, prix, clubs, lectures...)
Évaluer les actions et réaliser les bilans.
- Proposer, organiser et suivre des actions d'animation dans le cadre du programme annuel et des temps forts des Médiathèques.
Évaluer les actions et réaliser les bilans.
- Promouvoir les services des Médiathèques.
Assurer la médiation et la valorisation de l'ensemble des collections des Médiathèques.

Périodicité :

Le poste est prévu à temps complet.

Rémunération :

La rémunération, allouée fixée en référence au grade d'assistant conservation du patrimoine, est calculée de la façon suivante :

- o traitement indiciaire en référence au 1^{er} échelon (IB 372 - IM 343) du grade d'assistant conservation du patrimoine,
- o l'équivalent du régime indemnitaire alloué au grade visé pour les agents fonctionnaires.

La rémunération suivra les augmentations de la fonction publique.

L'agent percevra également la prime annuelle selon les conditions prévues par le protocole d'accord validé en CTP du 22/06/2007.

Au vu de l'article 3-1 de la Loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée, je vous demande donc :

- de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à compléter la rémunération accordée sur le poste d'assistant bibliothécaire à temps complet du 01 mars 2021 au 15 décembre 2021,
- de prévoir les crédits correspondants au budget de la Ville chapitre 012 – articles 64131 et 64138. »

Adopté par 43 VOIX POUR
Reçu en Préfecture le 2/03/2021

N° 6 – Renouvellement d'un poste de cuisinier à temps non complet

Mme THOMAS-PITOT : Oui, on est dans le même dispositif. C'est une absence du titulaire du service des cuisines. Un remplacement avait été recruté en urgence en octobre 2020. Aux vues de ces compétences particulières et les compétences exigées pour ce poste et les besoins du service,

sa rémunération avait été réévaluée en novembre et, là, nous avons eu besoin de prolonger son contrat du 1er avril 2021 au 6 juillet 2021, début des vacances scolaires.

M. LE MAIRE : Y a-t-il des observations ? Pas de votes contre ni d'abstentions. Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

DÉLIBÉRATION

Madame THOMAS-PITOT, Adjointe Déléguée aux Ressources Humaines et à la Qualité de vie au travail expose :

« Par délibération n°18 en date du 9 novembre 2020, le conseil municipal a voté la création d'un poste de cuisinier et l'engagement de ce dernier.
Il est proposé de reconduire ce poste jusqu'au 6 juillet 2021 dans les mêmes conditions, détaillées ci-dessous :

Rémunération :

La rémunération allouée fixée en référence au 5^{ème} échelon du grade d'Adjoint technique est calculée de la façon suivante :

Traitement indiciaire en référence à l'IM 335 (IB 361)

L'équivalent du régime indemnitaire alloué au grade visé pour les agents fonctionnaires

La rémunération suivra les augmentations de la fonction publique.

L'agent percevra également la prime annuelle selon les conditions prévues par le protocole d'accord validé en CTP du 22/06/2007.

Périodicité :

Le poste est prévu à temps non complet, soit 15 heures par semaine du 1^{er} avril 2021 au 6 juillet 2021.

Au vu de l'article 3-1 de la Loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée, je vous demande donc d'autoriser Monsieur le Maire à :

- poursuivre l'engagement de cet agent du 1^{er} avril 2021 au 6 juillet 2021 selon les conditions ci-dessus,
- prévoir les crédits correspondant au budget de la Ville chapitre 012. »

Adopté par 43 VOIX POUR

Reçu en Préfecture le 2/03/2021

N° 7 – Création d'un poste de Chargé de Mission cellule coordination de projets

Mme THOMAS-PITOT : Effectivement, une cellule de coordination de projets a été créée, conformément au nouvel organigramme de la ville que vous avez pu lire. Ainsi, afin d'assurer plus particulièrement la coordination de différents projets en matière d'urbanisme, nous faisons le choix de recruter un chargé de mission ingénieur contractuel, et je vous demande donc d'accepter cette création de poste.

M. LE MAIRE : M. BARDIN.

M. BARDIN : Une remarque, on va voter pour parce que ça va dans le sens des remarques que l'on avait faites sur la délibération 2 puisque, effectivement, vous proposez de structurer pour une maîtrise des marchés publics plus performante et nous serons pour. J'ai une question par rapport à la coordination, la mission... pardon... la cellule de coordination de projet, comment va-t-elle s'articuler comment va-t-elle être travaillée avec la commission d'appel d'offres et la commission d'urbanisme ?

M. LE MAIRE : Alors, vous l'avez dans l'organigramme. J'avais vu, lors du dernier Conseil Municipal que vous ne l'aviez pas reçu. En fait, je m'étais bien aperçu que vous l'aviez bien tous reçu. Vous ne l'avez pas dit auprès des services, mais ils l'ont dit.

Mme DE MARCO : Si, si, j'ai remercié, mais seulement j'ai oublié de dire qu'il n'était pas à jour.

M. LE MAIRE : Mme DE MARCO... Vraiment, encore une fois, je ne sais pas comment ils font au Sénat, mais prendre la parole sans la demander ou sans le micro, c'est toujours un peu compliqué. Je vais répondre à votre question, chère collègue. Cela n'a rien à voir avec la partie... le marché public. Les personnes qui vont faire partie de cette cellule, on parle d'environ trois ou quatre personnes... L'idée c'était, face à la masse de projets qui est la nôtre... Je rappelle que l'on va être entre quatre-vingts et cent millions d'euros, ce qui est vraiment beaucoup par rapport à la strate de notre ville. L'idée était que chacun des services prescripteurs, si je prends l'exemple d'Albert Camus, le service prescripteur va rester le service Education enfance jeunesse, qui va faire ses demandes en disant « on pense qu'il pourrait y avoir tant de classes », etc. Le service des marchés publics va avoir un certain nombre d'éléments à gérer, les finances, etc. L'idée était d'avoir un interlocuteur, pour chacun des projets identifiés, capable d'être l'interlocuteur unique pour toute personne comme un élu, un service sur un projet considéré, de manière à changer le terme assez classique de chef de projet, pour mener à bien les projets les plus complexes sur un certain nombre de domaines juridiques, techniques, administratifs. Ce n'est pas du tout... les marchés publics seront une des composantes de leurs missions, c'est-à-dire de faire en sorte que tout ça passe par ça, mais ça ne change rien ni à la commission d'appel d'offres. Je vous rappelle, mon cher collègue, qu'il y a des commissions dans la ville de Talence, peut-être pas celles qui vous plaisent, mais il y en a comme les commissions d'urbanismes, les commissions là-dessus... Quand on dit qu'il n'y a pas de commissions, il faut dire les choses telles qu'elles sont et ne pas dire de bêtises. Ce n'est pas parce qu'elles sont obligatoires qu'elles n'existent pas. Vous avez dit qu'il n'en existait pas. Je rétablis juste une vérité. Cela vous dérange peut-être, mais j'aime dire la vérité. L'idée est de centraliser ces éléments et conduire techniquement le projet. L'idée, aussi, c'est de faire le lien avec d'autres services. Il nous est apparu aussi important que les aspects de maintenance puissent être plus profondément adoptés. Quand l'on va créer de nouveaux projets, l'idée est aussi que le coût de possession, pour la ville, soit le plus simple possible. On a besoin de ces personnes pour nous aider dans cette cellule. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. Il faut vraiment les sortir de la partie marché public. Les marchés publics sont une des composantes et ça n'enlève ni le service des marchés publics ni la commission d'appel d'offres, c'est juste un élément de leurs missions. Je vous en prie.

M. BARDIN : Oui, j'ai bien compris que ça n'enlevait rien. Ce n'est pas le propos de ma question. Ce sont des conversations... Alors, je fais partie de la commission d'appel d'offres présidé par, enfin vice-présidé par M. BONNIN. Il y a des discussions, au sein des commissions, notamment sur le contenu des marchés publics au niveau des cahiers des charges par exemple. On pourrait se poser des questions par rapport à une récurrence d'évènements qui peut se passer en appel d'offres et c'est en ça que je trouve que la commission d'appel d'offres peut être quand même, elle aussi, source de propositions, voire d'améliorations sur l'écriture d'un cahier des charges sur, avoir un regard parce qu'elle manipule tous les marchés qui passent par la ville et qu'elle a une certaine, il me semble, expertise. C'est valable aussi pour la commission de l'urbanisme.

M. LE MAIRE : Il y a tout un tas de... Il y a le groupe de travail énergie qui donne ses recommandations pour tout un tas de choses. Le groupe de travail finance donne son avis sur les documents financiers. Quand vous parlez de cahiers des charges... le cahier des charges est un document technique. La commission d'appel d'offres est là pour juger de l'adéquation d'une

candidature, d'une offre par rapport à un besoin. Si jamais on arrive au moment de l'appel à candidatures et que vous dites : « Eh bien, écoutez, sur ce projet je ne suis pas tout à fait d'accord avec le contenu », encore une fois, je vous accorde que l'on essaye tous de faire en sorte que demain soit meilleur et que l'on essaye de mettre en commun nos compétences, nos sensibilités et nos expertises. Je pense que la commission d'appel d'offres ce n'est pas celui-là, parce que, par définition, c'est trop tard. La commission d'appel d'offres ce n'est pas une commission de discussion sur le contenu d'un cahier des charges. Ce que vous dites c'est que différents groupes de travail ont été régulièrement faits... Je vous rappelle que l'on a parlé, tout à l'heure de l'ECCV, indépendamment de la fin... c'est qu'il y a eu un groupe de travail qui s'est fait. À Paul Lapie, avant d'arriver au cahier des charges dont on a parlé tout à l'heure, il y a eu pleins de groupes de travaux dans lesquels l'opposition est systématiquement faite, mais pas que des élus. Vous avez aussi... les parents d'élèves ont été mis... de manière à faire le besoin. C'est à ce moment-là qu'il faut que nous soyons d'accord sur le contenu du cahier des charges. Pour la commission d'appel d'offres, c'est beaucoup trop tard. Ce n'est pas valable qu'à Talence... c'est valable dans toutes les instances. Si l'on arrive et que l'on dit que les candidatures, ça ne nous va pas parce que l'on n'est pas d'accord avec le cahier des charges, dans un appel à candidatures ou un appel d'offres, c'est beaucoup trop tard. Ce que vous dites, cher collègue, c'est plutôt au moment de la constitution du cahier des charges, du groupe de travail sur un projet considéré, qu'il faut faire ses remarques. Pour la commission d'appel d'offres, c'est beaucoup trop tard. On ne pourra pas... sinon, ça veut dire que l'on remet tout à zéro, et que l'on recommence.

M. BARDIN : Je suis d'accord avec vous, quand ça passe devant la commission d'appel d'offres, c'est beaucoup trop tard. La commission, enfin c'est un discours que l'on a par rapport à une récurrence d'avenants qui peuvent intervenir sur un marché. Il se trouve qu'il y a des marchés où il y a souvent des avenants qui reviennent et qui font nous poser la question de savoir s'il ne manquait pas quelque chose en amont pour que... Le travail de l'appel d'offres c'est aussi d'analyser, à un moment donné, pourquoi il y a une récurrence d'avenants sur tel ou tel projet et, est-ce que l'on ne pouvait pas prévoir, en amont, le fait que...

M. LE MAIRE : J'ai compris. La seule chose, c'est que le rôle de la commission d'appel d'offres c'est de juger des offres et donc des candidatures, ce n'est pas de juger du contenu technique qui a été produit. Encore une fois, quand on fait un marché on ne se dit pas comment on va avoir un avenant. Ce que je constate, mon cher collègue, c'est que vous pouvez prendre toutes les villes, quelle que soit leur gouvernance, malheureusement les projets sont... Aujourd'hui, on vit dans un monde juridiquement de plus en plus complexe, et dans lequel, en plus, quand on commence certaines choses... M. JESTIN, tout à l'heure, vous en a donné l'exemple, on n'allait pas démolir une partie de l'école Paul Lapie pour se demander ce qu'il y avait dessous, un château qui avait été, auparavant, un domaine viticole. « La prévision est art difficile, surtout quand elle concerne le futur », disait un émérite prédécesseur. Ce que vous dites c'est quand l'on a ces groupes de travail qui sont en préambule et je vous rappelle que sur tous les projets pour la ville, il y a toujours eu cette constitution du groupe de travail, qui, ensuite, émet des recommandations qui sont insérées dans un cahier des charges qui, ensuite, est regardé au regard d'appels à candidatures ou d'appel d'offres. La piscine a débuté par une enquête utilisateur en 2015, le cahier des charges deux ou trois ans après, et ensuite on a une consultation qui va arriver aujourd'hui puisque l'on va commencer les travaux d'ici quelques semaines. Pour moi, ce que vous dites, vous l'avez, mais vous ne l'avez pas dans la commission d'appel dont ce n'est pas le rôle. C'est le rôle des groupes de travail. Les groupes de travail sont beaucoup plus souples en la matière, puisque, je le rappelle, tous les échanges d'une commission d'appel d'offres sont couverts par la confidentialité, notamment le secret des offres, puisqu'il ne s'agit pas de révéler... Le fait de pouvoir les ouvrir dans un groupe de

travail, n'en déplaie, permet aussi d'avoir d'autres personnes, les parents d'élèves en font partie par exemple, sur une école. Je trouve cela beaucoup plus... C'est comme ça que l'on arrive à avoir la totalité du besoin. Mme GRESLARD-NÉDÉLEC, je vous en prie.

Mme GRESLARD-NÉDÉLEC : Merci, M. le Maire. Peut-être, pour préciser, j'ai aussi quelques expériences sur la commission d'appel d'offres. Cela fait six ans que je siége à la commission d'appel d'offres du département de la Gironde et Dieu sait si elle doit se prononcer sur un nombre conséquent et varié de dossiers, y compris la construction de collèges, par exemple. La commission d'appel d'offres à toute latitude pour émettre des remarques sur les éléments qui lui sont présentés, pour lui permettre de prendre des décisions de manière éclairée et suffisamment importante. Elle peut d'ailleurs décider que les éléments présentés ne lui permettent pas de prendre des décisions. Elle peut considérer, puisque c'est aussi la loi, que lorsqu'un marché dépasse une augmentation... un supplément ou un complément de marché dépasse les 15 %, elle doit juridiquement et légalement pouvoir justifier de son vote d'acceptation de l'agrandissement de ce marché. Il me semble que dans une municipalité, la commission d'appel d'offres a aussi toute la latitude de pouvoir faire des remarques pour pouvoir, ensuite prendre des décisions ou, en tous les cas, faire en sorte que les services concernés ou les étapes précédentes permettent d'affiner les éléments de décisions pour qu'elle puisse décider avec un éclairage suffisant. Je pense que c'est cela qui est demandé ici.

M. LE MAIRE : Encore une fois, j'ai bien compris. Je suis basque, mais j'arrive à comprendre. Je voulais juste vous dire que lorsque vous jugez la commission d'appel d'offre, ce que vous faites au département et ce qui est fait à la Métropole, c'est jugé vis-à-vis de contenus de documents d'entreprises que l'on vous a remis tels que candidatures et appels d'offres. Ce que disait M. BARDIN tout à l'heure, c'est sur le contenu et l'adéquation du cahier des charges. Le cahier des charges n'est pas vu dans une commission d'appel d'offres puisque, par définition, quand vous avez une offre c'est qu'elle répond à un cahier des charges. Ce que disait M. BARDIN tout à l'heure, du moins, si j'ai bien compris, c'est le fait de dire comment l'on pourrait se voir et échanger sur le contenu de ce que la ville va demander et pas de la réponse de l'entreprise puisque, par définition, l'entreprise est libre de répondre ce qu'elle veut. Ce que je vous indique, et de tout temps, cela a toujours été fait ainsi, c'est que sur la genèse des grands projets ou des projets plus techniques... parce que j'ai horreur de considérer un projet au regard de son montant, il y a des projets très onéreux qui sont plus simples que d'autres. L'idée, c'est le fait de dire, comme ça a toujours été le cas à Talence... la constitution d'un groupe qui va s'exprimer sur le besoin exprimé par la ville et qui, après, vivra toute sa vie... parce qu'on le sait, une fois que le document est émis, en commission d'appel d'offres, je vous rappelle quelque chose : contrairement à ce que... pardon, je ne suis pas tout à fait... mais c'est ma matière... une offre, quand on est en procédure formalisée, elle est intangible.

Elle ne peut pas être modifiée en appel d'offres, donc, c'est trop tard. C'est-à-dire que, si demain on dit que l'on va réaliser le château des arts, par exemple... on va faire un équipement au château des arts, il faudra faire un groupe pour dire ce que l'on va mettre au château des arts et ce que l'on va y faire. C'est là où on va échanger. Quand la commission d'appel d'offres regardera l'adéquation de la candidature et de l'offre remise, c'est là où l'on pourra dire si c'est en adéquation vis-à-vis du besoin, mais ce sera trop tard pour juger du besoin. Je pense que l'on est tous d'accord sur l'objectif, je veux juste vous rappeler que, pour moi, ce n'est pas la mission de la commission d'appel d'offres, ce n'est pas prévu pour ça. Ce n'est pas une volonté de ne pas vous le faire, c'est juste qu'on est beaucoup plus souple et, surtout, il faut le faire bien en amont. Un projet qui est bien conçu en amont est le plus partagé possible, c'est en général dans ces cas où l'on a le moins de surprise. C'est ce qui s'est passé sur le projet de la piscine. Vous avez voté pour, pas d'abstention, je vous remercie.

DÉLIBÉRATION

Madame THOMAS-PITOT, Adjointe déléguée aux Ressources humaines et à la Qualité de vie au travail expose :

« Dans le cadre de la nouvelle organisation des services mise en place en Septembre 2020, une cellule « coordination de projets », directement rattachée au Directeur Général des Services, a été créée regroupant des acteurs juridiques et techniques pouvant assurer le suivi des différentes opérations programmées par la ville.

Afin d'assurer la coordination et le pilotage des projets de la ville, notamment en matière d'urbanisme (aménagements, rénovation), il est proposé de recruter un chargé de mission ayant des compétences techniques (ingénieur) fonctionnaire ou contractuel.

Missions principales :

Le chargé de mission auprès de la Cellule coordination de projets est notamment chargé de:

- Constituer et animer des outils de pilotage des projets de la collectivité,
- Etre l'interface entre la ville et les autres collectivités ou différents opérateurs qu'il réunit autant que de besoin,
- Mobiliser ses collègues en interne,
- Veiller à l'information continue de sa hiérarchie tant politique qu'administrative,
- Apporter à la maîtrise d'ouvrage des arguments techniques d'aide à la décision,
- Alerter sur les points de difficultés et proposer des actions de résolution,
- Etablir les calendriers et veiller à leur respect,
- Rédiger les pièces techniques des marchés publics nécessaires à la réalisation des projets (études, AMO etc.),
- Elaborer les plans de financement et rechercher les cofinancements,
- Etablir les demandes budgétaires et exécuter les budgets accordés,
- Animer ou coanimer des réunions publiques ou de travail et en faire le relevé de décisions.

Périodicité :

Le poste est prévu à temps complet.

Rémunération :

La rémunération allouée fixée en référence au 5^{ème} échelon du grade d'Ingénieur Territorial est calculée de la façon suivante :

traitement indiciaire en référence à l'IM 513 – IB 611
l'équivalent du régime indemnitaire alloué au grade visé pour les agents fonctionnaires

La rémunération suivra les augmentations de la fonction publique.

L'agent percevra également la prime annuelle selon les conditions prévues par le protocole d'accord validé en CTP du 22/06/2007.

Au vu de l'article 3-3 2° de la Loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée, je vous demande donc :

- de bien vouloir autoriser M. le Maire à créer le poste de chargé de mission « cellule coordination de projets » à temps complet à compter du 1^{er} Mars 2021, pour une durée d'un an,
- de prévoir les crédits correspondant au budget de la Ville chapitre 012. »

Adopté par 40 VOIX POUR
Reçu en Préfecture le 2/03/2021

N° 8 – ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique) – Partenariat avec la Ville de Talence – Convention pour l'année 2021

M. COLDEFY : M. le Maire, chers collègues, tout est dit dans l'intitulé de la délibération. Je vous demande l'autorisation de M. le Maire de signer la convention d'objectif avec l'ADIE, pour l'année 2021. À toutes fins utiles, chers collègues, la ville de Talence travaille depuis 2008 avec l'association l'ADIE. L'ADIE est installé depuis 2017 sur le quartier de Thouars. Son budget pour l'année 2021 n'excédera pas, sur objectif, sept mille trois cents euros. Chers collègues, je vous demande l'autorisation de M. le Maire de pouvoir signer la convention d'objectif pour 2021. Merci.

M. DELLU : C'est M. le Maire qui demande l'autorisation au Conseil Municipal, Mathieu.

M. LE MAIRE : Oui, je l'avais compris comme ça. Est-ce qu'il y a des remarques ? Mme LUDLOW, je crois que vous ne voulez pas prendre part au vote, c'est ça ? Vous ne prenez pas part au vote. Parfait. Donc à l'unanimité moins un, c'est à l'unanimité.

DÉLIBÉRATION

Monsieur COLDEFY, Adjoint délégué à l'Economie, à l'Innovation et au Développement économique intercommunal expose :

« Mes Chers Collègues,

Depuis 2008, la Ville confie à l'ADIE l'accueil et l'accompagnement à la création d'activités des publics Talençais les plus en difficulté.

En 2017, l'ADIE a installé la moitié de ses équipes sur Talence avec l'ouverture d'une antenne « rive gauche », le siège régional étant à Lormont. Avec cette proximité physique, l'impact du travail de terrain de l'ADIE a encore augmenté avec un nombre de contacts Talençais en hausse malgré la crise sanitaire. De même, le positionnement dans le quartier de Thouars permet de mieux capter les porteurs de projets issus du quartier Politique de la Ville, avec un doublement du nombre de personnes accompagnées venant du quartier. Depuis leur installation, 294 personnes se sont adressées à l'ADIE avec une répartition de 117 femmes pour 177 hommes.

L'année 2021, marquée par la poursuite de la crise sanitaire, va certainement connaître des répercussions économiques importantes. Ainsi, assurer l'ADIE, partenaire exemplaire dans son soutien aux acteurs économiques, de notre confiance dès le début de l'année leur permettra de concentrer leurs efforts sur les publics fragilisés par la période.

Aussi, je vous propose de poursuivre pour l'année 2021 la collaboration avec l'ADIE avec une convention principalement orientée vers l'accompagnement des porteurs de projets de création d'entreprises des publics les plus en difficulté, la participation à la structure « Talence Pépinière », la contribution à des expérimentations de la Ville de Talence sur l'insertion par l'activité économique et l'accompagnement renforcé en amont et en aval de la création d'entreprises.

La Ville, pour sa part, s'engagera à verser à l'ADIE une subvention dont le montant sera calculé en fonction des résultats de l'association en matière d'accompagnement et qui ne pourra excéder la somme de 7 300 €.

Aussi je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention d'objectifs ».

ADOPTE PAR 39 VOIX POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE (Mme LUDLOW)

Reçu en Préfecture le 2/03/2021

M. LE MAIRE : Ce Conseil municipal, bien qu'indigent, aura duré plus d'une heure et demie, preuve de l'intérêt d'avoir un conseil tous les mois. Je préfère me répéter que me contredire. Je voudrais vous indiquer que le prochain Conseil Municipal aura lieu le 29 mars, lundi 29 mars 2021 à un

horaire que je vous communiquerai lorsque je l'aurai fixé, mais au plus tôt je pourrai vous le donner, je vous le donnerai pour des questions d'agenda. Tout ça dépendra, évidemment, de différentes choses avec lesquelles la crise sanitaire pourrait nous surprendre. Je vous souhaite, ainsi qu'à vous toutes et à vous tous qui nous avez suivis en direct, merci beaucoup, une très bonne soirée à vous toutes et à vous tous. La séance est levée.

La séance est levée à 18h38.